



*
**ARCHIVES
DU
FÉMINISME**

bulletin n° 26
2018

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| Éditorial..... | 3 |
| Actualités de la Bibliothèque Marguerite Durand | 4 |
| Actualités du Centre des archives du féminisme..... | 17 |
| Faire don de ses archives au CAF : le choix du Planning familial..... | 25 |
| Les archives de Colette Cosnier | 27 |
| Actualités de La contemporaine/BDIC..... | 29 |
| La section française de la LIFPL au début de la Guerre froide (1944-1962)..... | 29 |
| Les associations féministes françaises mobilisées contre les viols systématiques dans les années 1990 (guerre de l'ex-Yougoslavie) | 33 |
| Actualités des archives du Centre audiovisuel Simone de Beauvoir | 36 |
| Les archives du féminisme dans l'espace européen francophone (Belgique, Pays-Bas, Suisse)..... | 39 |
| In Memoriam | |
| Monique Antoine (1933-2015) | 47 |
| Colette Guillaumin (1934-2017) | 50 |
| Marie-Hélène Zylberberg-Hocquard (1940-2018)..... | 52 |
| Nelly Trumel (1938-2018) | 53 |

COLLOQUES, JOURNÉES D'ÉTUDE, RENCONTRES

| | |
|--|----|
| <i>Les féministes et leurs archives (1968-2018) :</i> <i>militantisme, mémoire, recherche.....</i> | 56 |
| <i>1968-2018 : Les MaiS des féministes.</i> <i>Luttes des groupes femmes d'entreprises et des commissions syndicales.....</i> | 57 |

OUVRAGES, THÈSES, MÉMOIRES, DOCUMENTAIRES

| | |
|--|----|
| <i>Le Deuxième Sexe. Manuscrit du tome 1</i> | 65 |
| <i>Mon MLF.....</i> | 66 |
| <i>La globalisation du genre. Mobilisations, cadres d'action, savoirs.....</i> | 68 |
| <i>Féminismes du XXI^e siècle : une troisième vague ?.....</i> | 69 |
| <i>Ce que le féminisme fait aux militantes... et à leurs enfants</i> | 71 |
| Vient de paraître | |
| Florence Rochefort, <i>Histoire mondiale des féminismes</i> | 74 |
| Adhésion | 75 |

ÉDITORIAL



L'année 2018 a été riche pour notre association, avec le colloque «Les féministes et leurs archives (1968-2018). Militantisme, mémoire et recherche», qui a eu lieu à l'Université d'Angers du 26 au 28 mars 2018. Riche moment d'échanges, de rencontres, et de découverte pour certain.e.s de l'apport d'un regard scientifique, celui de l'archivistique, sur nos activités. Cette année, a d'ailleurs été soutenu, sur notre association, un excellent mémoire de master (Marie Gauthier, *Les féministes et leurs archives: transmissions mémorielles, réseaux et pratiques de collecte*, master 1 Archives, université d'Angers, sous la direction de Bénédicte Grailles, 2018). Il a fallu pour cela ouvrir nos archives et nos mémoires. Ce que nous avons fait aussi pour une stagiaire en master 2 d'histoire publique, Claire Judais, qui a réalisé l'exposition «Les féministes et leurs archives».

Le temps est venu de transmettre les archives d'Archives du féminisme qui seront bien sûr déposées au Centre des archives du féminisme. Le temps passant, nous réalisons aussi combien notre bulletin est une précieuse source d'information.

C'est une joie de voir des fonds d'envergure exceptionnelle arriver vers le Centre des archives du féminisme. Le Mouvement français pour le Planning familial nous a fait confiance, ses archives vont correspondre avec d'autres fonds déjà présents (MLAC, GIS, Képès, Simon...): atteindre ce point de développement qui permet aux fonds de dialoguer et de se compléter est extrêmement important. La qualité de cet ensemble de fonds vient d'ailleurs d'être reconnue à la bibliothèque universitaire de l'université d'Angers par le label CollEx (collection d'excellence).

On aimerait avoir bien sûr plus de moyens. Pour la Bibliothèque Marguerite Durand, nos inquiétudes demeurent. Une Cité des femmes avec tout l'espace nécessaire à cette bibliothèque et surtout à ses magasins verra-t-elle le jour à Paris?

La demande du côté de la recherche et de l'enseignement ne faiblit pas. Nos archives servent en effet aussi un but pédagogique. On y apprend à éviter les anachronismes et on y découvre l'altérité des féminismes du passé. Et ça fait du bien, d'avoir des racines, de prendre du recul, de se décoller du présent, de mesurer la variété dans le temps et dans l'espace de la cause des femmes.

Nous lançons un appel à toutes les bonnes volontés: si nous voulons des archives réellement représentatives de toute la diversité des féminismes de la troisième vague, c'est dès maintenant qu'il faut s'en donner les moyens. Et si nous voulons des sources orales, indispensables compléments des sources écrites, c'est aussi maintenant. Mona Gérardin-Laverge (sur le langage comme lieu de lutte) et Marie-Claude Caillaud (sur les déléguées départementales et régionales aux droits des femmes) ont des projets spécifiques qui relancent l'activité de production audiovisuelle (la collection Témoigner pour le féminisme) de notre association. Elles ont besoin d'aide. Contactez-nous si l'aventure si enrichissante des entretiens avec des féministes vous tente.

Souhaitons-nous bon courage pour tous ces chantiers importants. Nous pouvons être très fière.e.s de ce que nous avons d'ores et déjà réalisé.

Christine Bard

ACTUALITÉS DE LA BIBLIOTHÈQUE MARGUERITE DURAND

Les membres de notre association se souviennent que l'année 2017 s'est terminée avec l'annonce faite par la Mairie de Paris que la BMD resterait finalement dans ses locaux. L'année 2018 se termine, elle, avec la fermeture de la bibliothèque pour des travaux de rénovation et de mise aux normes sur la totalité du bâtiment; ces travaux dureront jusqu'à la fin de 2019. Comme en 2017, nous avons organisé durant l'année 2018 de nombreuses rencontres, présenté des expositions prolongeant ces rencontres, et bien sûr enrichi nos collections. De nouveaux documents ont été mis en ligne, et sont consultables sur le portail des bibliothèques spécialisées.

L'ACTION CULTURELLE EN 2018

RENCONTRES, CONFÉRENCES, DÉBATS, EXPOSITIONS À LA BMD



Marguerite Thibert jeune
(coll. Catherine Pône)

Marguerite Thibert

10 janvier 2018

L'année s'est ouverte par une rencontre avec **Françoise Thébaud** autour de son livre *Une traversée du siècle, Marguerite Thibert femme engagée et fonctionnaire internationale* (Éditions Belin).

Docteure ès lettres en 1926, avec une thèse sur les femmes et le saint-simonisme, Marguerite Thibert devient fonctionnaire au Bureau international du travail, en charge du travail des femmes et des enfants, puis experte envoyée en mission dans les pays émergents, avant d'être en France une figure centrale du Comité du travail féminin.

Dans cet ouvrage, fruit d'un travail de dix années dans les archives du BIT, de l'ONU et d'autres organismes ainsi que dans les archives personnelles de Marguerite Thibert, **Françoise Thébaud** n'a pas voulu «écrire une biographie linéaire, intime et intégrale», mais «découvrir des facettes du personnage et des moments d'une trajectoire» et «appréhender la personne comme un individu social replacé dans les générations de son temps, de tisser l'individuel et le collectif pour faire sens et produire de la connaissance».

Notons que la BMD conserve la thèse de Marguerite Thibert, *Le féminisme dans le socialisme français de 1830 à 1870*, avec les papiers préparatoires de cette thèse, donnés par sa petite-fille, Catherine Pône.

Écriture et voyage au féminin

Une partie de l'action culturelle de la BMD en 2018 a été consacrée à un cycle de rendez-vous intitulé *Écriture et voyage au féminin*. Les récits de voyages de femmes font depuis quelques années l'objet d'une (re)découverte, à travers des études, des colloques ou des rééditions. L'écriture comme le voyage ont longtemps constitué une transgression du rôle traditionnel des femmes, confinées dans l'espace privé. Les voyages entrepris par les femmes et les récits qu'elles en font, sous des formes variées, deviennent ainsi un symbole et un moyen d'émancipation, de construction d'une identité dans une découverte de l'ailleurs et de l'autre.

Les voyageuses en Orient

31 janvier 2018

Élodie Gaden a inauguré ce cycle par une conférence sur les voyageuses en Orient. Docteure en littérature française et francophone, autrice des éditions critiques de *À Damas sous les bombes* d'Alice Poulleau, paru en 1926, et de *Au cœur du harem* de Jehan d'Ivray, paru en 1911, Élodie Gaden a particulièrement évoqué les parcours de Valentine de Saint-Point et de Jehan d'Ivray, pour laquelle la BMD possède un fonds d'archives.

Ces deux personnalités, ainsi que Lucie Delarue-Mardrus, Myriam Harry et quelques autres qui ont voyagé en Orient ou y ont passé une partie de leur vie, ont été évoquées dans une *exposition* présentant des ouvrages en éditions originales, des manuscrits et divers documents iconographiques.



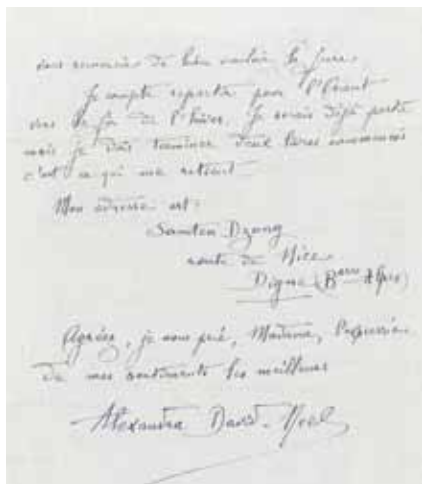
Alexandra David-Neel

14 mars 2018

Le second rendez-vous de ce cycle a eu lieu autour de l'une des plus célèbres écrivaines voyageuses, Alexandra David-Neel, et il a réuni un public très nombreux. La projection du film de Nicolas Eprendre *Alexandra David-Neel, engagements de jeunesse* a été suivie d'un débat en compagnie du réalisateur, de Nadine Gomez, directrice de la Maison Alexandra David-Neel à Digne-les-Bains («Samten Dzong»), et de Jeanne Mascolo de Filippis, réalisatrice de documentaires, qui a publié



Photographie annotée au verso de la main d'A David-Neel: «Samten Dzong (forteresse de la méditation)» (coll. BMD)



Extrait d'une lettre d'A. David-Neel à Hélène Gosset, 17 septembre 1935

tout récemment une biographie aux éditions Paulsen, *Alexandra David-Neel, cent ans d'aventures*.

L'exposition présentée pour accompagner cette rencontre a réuni des documents originaux de la BMD, parmi lesquels des lettres autographes, des livres et des articles d'Alexandra David-Neel, qui collabora à *La Fronde* de Marguerite Durand sous le nom d'Alexandra Myrial, ainsi que des tirages photographiques reproduisant des épreuves originales de la Maison Alexandra David-Neel, aimablement offerts à la bibliothèque par Nadine Gomez.



Simone de Beauvoir et les travailleuses du port de Fukuoka au Japon (1966)
© Nippon T.V. Hoso

Simone de Beauvoir voyageuse

11 avril 2018

C'est à Simone de Beauvoir voyageuse qu'a été consacré le troisième épisode de ce cycle, en compagnie de Tiphaine Martin, dont la thèse de doctorat s'intitule *Les récits de voyage dans l'œuvre autobiographique de Simone de Beauvoir*. Sa conférence a permis de découvrir un aspect original et peu étudié de l'œuvre et de la vie de Simone de Beauvoir, qui parcourut tous les continents, à l'exception de l'Australie. Cette thématique, loin d'être anecdotique, est au cœur même de son expérience.

Une exposition proposée à l'occasion de cette conférence présentait des photographies illustrant les nombreux voyages de Beauvoir à travers le monde, souvent en compagnie de Sartre. Ces photographies avaient été réunies par Janine Niepce pour l'ouvrage *Simone de Beauvoir et le cours du monde* (Éditions Klincksieck, 1978), dont les textes avaient été rassemblés par Claude Francis. Janine Niepce avait par la suite fait don de ces tirages à la BMD.

Aventurières

23 mai 2018

Pour clore ce cycle, nous avons présenté une soirée de lectures intitulée *Aventurières*, par les comédiennes et comédiens du collectif Femmes nomades, qui nous ont fait entendre des textes d'écrivaines voyageuses, parmi lesquelles Ida Pfeiffer, Mary Seacole, Isabelle Eberhardt, Marthe Oulié, Ella Maillart, Annemarie Schwarzenbach, Anita Conti, Amandine Roche, Sarah Marquis...

Une exposition a prolongé ces lectures, avec des documents originaux de la BMD (livres, photographies, manuscrits, coupures de presse...) permettant de montrer la richesse des collections sur cette thématique.

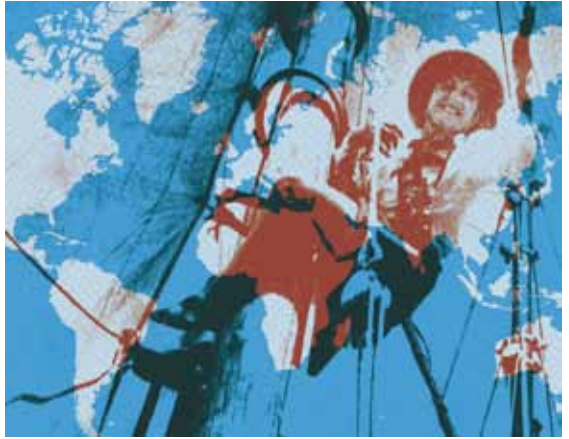
Enfin, une bibliographie a été réalisée à l'occasion de ces rencontres par Djamilia Mouziane, apprentie à la bibliothèque Marguerite Yourcenar. Intitulée *Femmes voyageuses du 19^{ème} siècle à nos jours. Aventure, exploration, passion, récit de voyage*, cette bibliographie présente des ouvrages anciens et contemporains, consultables à la BMD, mais aussi dans des bibliothèques de prêt du réseau parisien. Elle est toujours consultable en ligne : <https://fr.calameo.com/read/0048812874e2e840c6618>

George Sand

19 juin 2018

Avant la «trêve estivale», dans le cadre d'un partenariat proposé par le Musée de la Vie romantique alors fermé pour travaux, nous avons reçu Catherine de Laborderie, conférencière de ce musée, qui a évoqué la vie et l'œuvre de George Sand au travers de lectures d'extraits de textes et de vues d'œuvres conservées au musée.

Une exposition sur George Sand dans les collections de la BMD accompagnait cette rencontre; elle présentait de précieuses lettres autographes, des photographies de Nadar, ainsi que des gravures et des livres.



Carton d'invitation de la soirée de lectures *Aventurières*. Graphisme de Carlotta Origoni, d'après une photographie d'Anita Conti



Planche 68 de *George Sand et le Théâtre de Nohant*, aquarelles de Maurice Sand. Éd. Les Cent une, 1930



© Centre culturel franco-allemand d'Essen



Rencontres

Deux rencontres se sont encore déroulées à la bibliothèque avant sa fermeture pour travaux :

- Une conférence-performance, le 27 septembre, par la caricaturiste **Florence Debray alias Floh**, l'une des rares femmes de ce domaine très majoritairement masculin. FLOH publie et s'expose depuis 35 ans dans de nombreux pays et tient un «Cariblog» sur Mediapart depuis 2010.
- Une rencontre-débat autour du récent numéro des *Actes de la recherche en sciences sociales* intitulé «**La résistible institutionnalisation de la cause des femmes**» a réuni le 17 octobre Soline Blanchard, Alban Jacquemart, Marie Perrin et Alice Romerio, qui ont coordonné ce numéro, ainsi que Clémentine Comer, Ranime Alsheltawy et Virginie Dutoya, autrices d'articles dans le numéro.



Affiche du Groupe femmes MLF de Reims, 1977

EXPOSITIONS HORS LES MURS

La BMD a prêté de nombreux documents iconographiques dans le cadre du programme «L'Original du mois», partenariat entre bibliothèques spécialisées et bibliothèques de prêt de la Ville de Paris :

- du 1^{er} au 31 mars, à la médiathèque Jean-Pierre Melville, des affiches illustrant la célébration du 8 mars ;
- du 6 février au 3 mars, à la médiathèque Edmond Rostand, une série de **photographies sur les femmes au travail**, thème majeur dans les collections de la bibliothèque ;
- du 11 septembre au 11 octobre, à la médiathèque Jean-Pierre Melville une série de cartes postales anciennes sur **les femmes et la Première Guerre mondiale** ;
- du 9 octobre au 4 novembre, à la médiathèque Edmond Rostand de nouveau, 17 photographies au sténopé de la série *Lectrices*, réalisée par Carol Müller ;
- du 6 novembre au 6 décembre, à la bibliothèque Marguerite Audoux, des cartes



En haut Photographie de Ch. Chusseau-Flaviens, *Femmes travaillant à la maçonnerie*, Autriche, vers 1900 En bas Carte postale de la série *La femme et la guerre* illustrée par Leroy

postales anciennes et des photographies pour une exposition intitulée *L'usine au féminin*.

La bibliothèque a également effectué des prêts pour plusieurs expositions temporaires en France et à l'étranger :

- pour la grande exposition *Couples modernes* présentée au Centre Pompidou-Metz du 28 avril au 20 août, puis au Centre culturel Barbican Art Gallery de Londres à partir du 10 octobre: deux livres de Natalie Clifford Barney, *Éparpillements* (1910), *Aventures de l'esprit* (1929) avec le plan du «salon de l'Amazone» en frontispice, *A room of one's own* de Virginia Woolf (Ed. Hogarth Press, 1929) et une longue lettre d'amour de Renée Vivien à Natalie Clifford Barney;
- au Musée du barreau de Paris, quatre photographies représentant l'avocate Maria Vérone (1874-1938) dans le cadre de l'exposition *Les avocats et la Grande Guerre* du 3 octobre au 31 décembre;



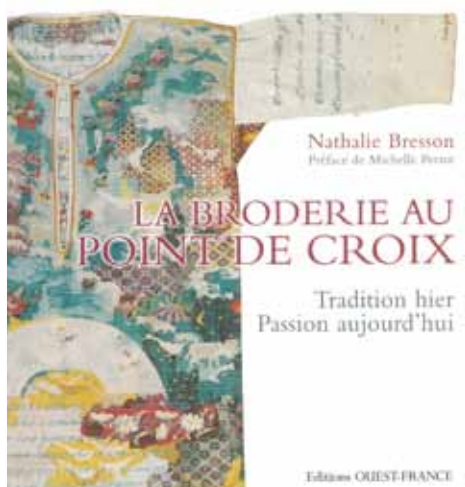
- à la Villa Médicis - Académie de France à Rome, trois dessins de Louise Michel, à l'occasion de l'exposition *Le Violon d'Ingres*, du 12 octobre au 13 janvier 2019;
- à la Galerie de photographie du Centre Pompidou du 7 novembre au 4 février 2019, pour l'exposition *La photographie arme de classe*, nous prêtons deux cartes postales reproduisant l'affiche de 1932 réalisée par Jean Carlu « Pour le désarmement des nations » en collaboration avec le photographe André Vigneau.



À gauche *Le Cheval Diabole*, dessin original de Louise Michel À droite *Le désarmement des nations*, affiche de 1932 réalisée par Jean Carlu, en collaboration avec le photographe André Vigneau

FONDS D'ARCHIVES

- Nous avons reçu dans le courant de 2018 les archives de Nathalie Bresson, sociologue et journaliste, qui nous les a proposées sur la recommandation de Michelle Perrot. Ces archives concernent un domaine rarement étudié, celui des pratiques de loisirs créatifs, notamment la broderie, dans des clubs de femmes, et de l'évolution du regard porté sur celles-ci : d'abord considérées comme "ringardes", puis réinventées dans les années 1970, avec l'essor du magazine *100 idées*, et des livres de Régine Deforges. Ces archives sont constituées du travail universitaire de Nathalie Bresson, ainsi que d'archives de clubs, de journaux et manifestations autour des travaux d'aiguilles auxquels elle a activement participé.



- Le fonds Jane Misme a été donné à la BMD il y a de nombreuses années par Clotilde Brière-Misme, fille de Jane Misme (1865-1935), journaliste de la presse féministe (*La Fronde*, *La Française...*), membre du comité exécutif de l'Union française pour le suffrage des femmes et du Conseil national des femmes françaises. Ce fonds comporte, entre autres documents, des articles et une correspondance dont une part importante a été sélectionnée et transcrite par Michèle Magnin, professeure à l'Université de San Diego, qui avait déjà effectué la transcription d'un choix de manuscrits de Marguerite Durand. Cette remarquable réalisation est en ligne sur le site de l'Université de San Diego (<https://digital.sandiego.edu/misme>); elle apporte une importante visibilité au fonds et nous espérons que ce travail pourra prochainement être consultable sur notre portail.



DOCUMENTS NUMÉRISÉS

L'année 2018 a vu la mise en ligne de plusieurs ensembles importants, en particulier pour les dossiers documentaires et pour les périodiques.

- Les 5 000 dossiers documentaires de la BMD - dont la constitution, rappelons-le, a débuté peu après la fondation de *La Fronde* en 1897 - comprennent tracts, cartons d'invitation, programmes, courriers, dépliants, coupures de presse, brochures, articles réunis en recueils, propositions de loi, corrections d'épreuves, notes manuscrites, procès-verbaux de congrès ou de réunions diverses... Ils constituent de véritables archives et sont très souvent consultés.

Le volumineux dossier relatif au vote des femmes en France avait été mis en ligne en 2016 pour la période 1880 à 1922. Depuis cet été, la période 1923-1927 est également consultable sur le portail. Plus de 10 années, déjà numérisées, restent à mettre en ligne. Par ailleurs, trois dossiers biographiques sont désormais consultables sur le portail, ceux consacrés à Maria Deraismes, à Séverine et à Lucie Delarue-Mardrus.



En haut Jane Misme, photographie d'Henri Manuel
En bas Caricature de Maria Deraismes, par André Gill



Article illustré, extrait du dossier Séverine

- Pour les périodiques, ce sont dix titres qui ont été mis en ligne en 2018 : *Le Véristique* (1814-1815), fondé par Fanny Raoul (1771-1833), la *Gazette des femmes* (1836-1838), journal des droits politiques et civils des Françaises, fondé par Eugénie Niboyet, *L'Opinion des femmes* (1848-1849) fondé par Jeanne Deroin, *Le Papillon* (1881-1884), créé par Olympe Audouard, *L'Harmonie sociale: organe des droits et des intérêts féminins* (1892-1893), fondé par Aline Valette, *La Vie heureuse: revue féminine universelle illustrée* (1903-1914), et son supplément

Le Conseil des femmes: journal de tous les emplois, des carrières et des professions (1902-1907), *Devoir des femmes françaises* (1908 et 1913), dirigé par Françoise Dorive, le *Bulletin de l'association des institutrices diplômées* (1911-1940), *La Vague: pacifiste, socialiste, féministe* (1918-1922), qui devient *Le Bloc des rouges* (1923-1924) puis de nouveau *La Vague* (1923-1937), fondé par Pierre Brizon et Marcelle Capy, *Les Cahiers féministes* (1932-1934) et sa suite *Les Cahiers féminins* (1934-1935), fondés par Andrée Forny.

- Ont été également mises en ligne les images numérisées des objets et œuvres d'art que possède la bibliothèque et dont nous avons parlé dans notre bulletin 2017, sous le titre *Le petit musée de la BMD*. Il s'agit là d'une valorisation notable de cette collection, peu connue et rarement montrée.



Marguerite Durand à 4 ans. Gouache et aquarelle de Marie-Alexandre Alophe, dit Menut ou Menut-Alophe (1812-1883)

ACQUISITIONS REMARQUABLES

Comme chaque année, la BMD a enrichi ses collections de nouveaux documents,



Photomontage d'Ernest Charles Appert : *Femmes de la Commune à la prison des Chantiers de Versailles* (1871)

uniques, rares ou précieux. Nous vous en proposons ici une sélection.

- Un bel ensemble d'affiches sur les droits des femmes au xx^e siècle, à des périodes diverses.
- Plusieurs dizaines de lettres autographes, parmi lesquelles :
 - un ensemble de correspondance de l'écrivaine et journaliste **Aurel** (1869-1948) adressé à des écrivains et des journalistes. De 1915 à sa mort, elle tint à Paris un salon littéraire ;
 - une lettre de **Misia Sert** (1872-1950) à **Jean Cocteau** (vers 1920) accompagnée d'un dessin de Jean Cocteau. Peinte et célébrée par les plus grands artistes de son temps, elle tint un salon très prisé et fut une grande mécène ;
 - une lettre de **Colette** à son amie très proche, la comédienne **Marguerite Moreno**.
- Deux manuscrits de **Séverine**, *Le secret de Babylone* et *Pour les autres*.
- Des photographies, d'auteurs célèbres et anonymes :
 - une épreuve originale d'un photomontage célèbre du photographe Appert, représentant les Communardes à la prison des Chantiers de Versailles en 1871 ;



Affiche d'Aleix Friedfels pour le 1^{er} congrès national de la femme, Barcelone, 1937

- un étonnant album de 72 photographies de formats divers, vraisemblablement réunies par une infirmière ou un membre de sa famille, et légendées avec précision. Les photographies représentent des infirmières de la Croix-Rouge dans divers hôpitaux militaires entre 1909 et 1915: hôpitaux de Bourges, du Val-de-Grâce, de Lalla Maghnia (aujourd'hui Maghnia) en Algérie. Sur la première page figurent deux photographies prises à la «Maison École» en 1909. Il s'agit peut-être de la Maison École d'infirmières privées, rue Vercingétorix à Paris, fondée par Léonie Chaptal en 1905;
- cinq photographies de Félix Nicklès représentant des soudeuses pendant la Première Guerre mondiale;
- plusieurs photographies de Gisèle Freund, dont un célèbre autoportrait.
- 12 photographies de Laurence Prat, parmi sa série *Portraits de féministes*.

• Des documents iconographiques divers, dont:

- un ensemble de rares *cartes postales* représentant des jeunes filles effectuant des travaux ménagers dans un orphelinat des Pays-Bas;
- trois menus de restaurant de la Maison Prunier, illustrés en 1929-1930 par le



a.



b.



c.

- a. Photographie de Félix Nicklès: *Femme soudeuse* (entre 1915 et 1918)
- b. Autoportrait de Gisèle Freund (1952)
- c. Carte postale: *Orphelinat de la Diaconie, Amsterdam. Salle des calandres de repassage*



En haut *Le groupe féministe La Barbe*, photographie de Laurence Prat
En bas Menu du restaurant Prunier, illustré par René-Yves Creston (1940)

peintre René-Yves Creston (1898-1964), de femmes travaillant dans les parcs à huîtres en Bretagne ; les gouaches originales qui ont été utilisées pour illustrer ces menus ont été récemment exposées au Musée de Pont-Aven.

PRÉSENCE DE LA BMD

Comme chaque année, la directrice de la BMD a assisté à deux manifestations dont la bibliothèque est partenaire en les promouvant auprès de son public et *via* ses réseaux : le colloque d'Orléans «Femmes des lumières et de l'ombre», intitulé pour sa 8^e édition *Femmes et politiques, femmes politiques. Quelle-s place-s pour les femmes?* qui a eu lieu les 20 et 21 septembre et le Festival international des écrits de femmes de Saint-Sauveur-en-Puisaye, les 13 et 14 octobre, dont la 7^e édition était consacrée aux Théâtres de femmes.

La directrice a également participé à un atelier consacré aux archives organisé par notre association au sein

du 8^e congrès international des Recherches Féministes dans la Francophonie dont le thème était «Espaces et enjeux des savoirs féministes : réalités, luttes, utopies».

LA FERMETURE POUR TRAVAUX

La BMD a fermé ses portes au public le samedi 27 octobre pour plusieurs mois et ne rouvrira qu'à la fin de l'année 2019. Pendant cette période, nous continuerons notre travail d'enrichissement, de signalement et de numérisation des collections dans les services internes où nous sommes hébergé.e.s, et vous en rendrons compte dans notre bulletin de l'an prochain. Mais nous sommes éloigné.e.s des documents et sommes désolé.e.s de la gêne occasionnée par cette fermeture pour nos lectrices et lecteurs.

Nous restons joignables par mail à notre adresse habituelle, bmd@paris.fr, et nous efforcerons de répondre aux demandes de recherches à distance du public, en le réorientant ou en lui fournissant des informations bibliographiques.

Nous organiserons plusieurs événements hors les murs pendant le premier semestre 2019, en collaboration avec la médiathèque Jean-Pierre Melville. Ils seront annoncés *via* le site de notre association, sur le portail des bibliothèques spécialisées et sur notre compte twitter.

Annie Metz

ACTUALITÉS DU CENTRE DES ARCHIVES DU FÉMINISME

CLASSEMENT DE FONDS

Les archives de Natacha Henry et de l'ANEF ont été classées respectivement par Charlotte Carlevan et Lucie Philizot, de mi-novembre à mi-décembre 2017, dans le cadre de leur stage de première année de Master Histoire, parcours Archives, encadré par F. Chabod, tutrice, et Bénédicte Graille, enseignante référente.

Fonds Natacha Henry

Les documents présents dans le fonds Natacha Henry permettent de retracer l'ensemble de ses activités professionnelles et militantes, multiples et indissociables. Elles concernent son travail en tant que journaliste (articles, reportages), écrivaine (œuvres individuelles ou collectives), cinéaste (courts et longs métrages engagés), experte (interventions dans des colloques, journées d'étude, conférences, émissions...), enseignante (cours à l'université et dans des écoles de journalisme) et son activité de militante féministe (consultation pour des projets, activités associatives...).

Le fonds contient une part importante de documentation qui a servi de base pour constituer des dossiers de préparation pour chacune de ses missions. Le fonds comprend également des objets, des affiches, ainsi que des documents audiovisuels et les livres que Natacha Henry a écrits ou coécrits.

Fonds APEF et ANEF

Lors du récolement du fonds de l'Association nationale des études féministes (ANEF), Lucie Philizot a constaté qu'un autre fonds accompagnait ces archives : celles de l'APEF (Association pour la promotion des études féministes). Elle a pu distinguer ces deux fonds du fait de leur répartition dans des boîtes différentes et également grâce à leurs dates (la création de l'APEF étant antérieure à celle de l'ANEF).

L'APEF est créée en mai 1983 à la suite du Colloque de Toulouse de décembre 1982. Elle s'insère dans un ensemble d'associations régionales fondées plus ou moins simultanément, visant à promouvoir les études et les recherches féministes. Dans ce but, elle organise de nombreux colloques, conférences ou encore tables rondes afin de favoriser les échanges et la collaboration avec les autres associations. Mais, en 1987, cette association périclité. Le nombre d'adhérentes a considérablement chuté et les projets sont peu nombreux. Afin de résoudre ces difficultés, il est envisagé de créer une association nationale qui regrouperait toutes les chercheuses sur les études féministes et sur les femmes en France. L'ANEF naît en 1989, dans la continuité des anciennes associations régionales. Ainsi, on retrouve parmi ses membres un grand nombre d'adhérentes de ces anciennes associations.

Les fonds de l'APEF et de l'ANEF reflètent la façon dont se sont organisées des enseignantes, des chercheuses, des étudiantes et d'autres femmes qui effectuent, dans diverses disciplines, des recherches et des enseignements féministes dans et hors institution, pour promouvoir les études féministes et en favoriser la diffusion en France et à l'étranger. Après classement, le contenu des archives s'étend sur une période allant de

1981 à 2009. Les documents sont très variés : on trouve des comptes rendus de conseils d'administration, des pièces comptables, de nombreux échanges de correspondance entre diverses associations, ainsi que de nombreuses informations sur les colloques et les manifestations organisées par l'APEF, l'ANEF, ou toutes autres manifestations où ces associations sont intervenues.

COLLECTE D'ARCHIVES

Durant les six mois de formation de conservatrice des bibliothèques à l'Enssib (Villeurbanne) de F. Chabod (de janvier à juin 1018), un seul fonds a été déposé au CAF : les archives personnelles et associatives de Christine Bard. Des compléments viendront enrichir ce premier dépôt de 6 mètres linéaires (51 cartons, 1 valise, 1 pochette à soufflet, 1 chemise). La collecte des fonds a repris à partir de septembre 2018, avec l'arrivée de trois nouveaux fonds au CAF.



Affiche du MFPF, 1968, 76,7 x 116,5 cm.
Fonds MFPF, CAF

Archives du Mouvement français pour le planning familial (MFPF)

Le Mouvement français pour le planning familial, confédération dont le siège est à Paris, a fait don de ses archives les plus anciennes à l'association Archives du féminisme. Le dépôt de ce fonds à l'université d'Angers, au centre des archives du féminisme, a suscité l'intérêt des médias locaux. Le 16 octobre, Angers télé, informée par les articles de *Ouest France* et du *Courier de l'Ouest*, est venue filmer l'arrivée des archives à la bibliothèque universitaire de Belle-Beille (reportage du journal du 16/10/2018).

Constitué de 282 boîtes d'archives, le fonds du MFPF couvre une période allant de 1956, date de sa création sous le nom de Maternité heureuse, jusqu'à sa scission dans le milieu des années 1970. En 1960, l'association devient le Mouvement Français pour le Planning Familial (MFPF) dit «le Planning Familial» et adhère à l'International Planned Parenthood Federation (IPPF). Cette association lutte pour le droit des femmes à disposer de leur corps et la possibilité de dissocier «sexualité» et «reproduction» et, pour ce faire, elle accompagne les femmes dans leurs projets de mener à bien une grossesse ou de l'interrompre.

Cette association, dirigée à l'origine essentiellement par des médecins hommes de façon

très hiérarchique, a été secouée par les événements de Mai 68 puis par la montée des mouvements féministes. Dans les années 1971-1972, les femmes ont poussé les hommes à abandonner la direction de l'association. Elles se sont réorganisées, se sont auto-formées, pour créer un mouvement d'éducation populaire et d'éducation à la sexualité (y compris dans les entreprises, les écoles...).

Les archives déposées à Angers reflètent cette mutation entre l'ancienne équipe qui défendait le droit à la contraception mais se montrait peu favorable à la légalisation de l'avortement, et la nouvelle qui y était favorable. Elles constituent une source essentielle concernant la conquête de la contraception et du droit à l'avortement, étape fondamentale de l'émancipation des femmes.

Les archives du Planning familial entrent en résonance avec d'autres fonds conservés au CAF : celles du MLAC (Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception), du Groupe information santé (GIS), les archives de Pierre Simon (1925-2008), cofondateur du Planning familial, et celles de Suzanne Képès (1918-2005), ancienne vice-présidente du MFPP, qui s'engagea notamment contre la prostitution et les violences faites aux femmes.

Chrystel Grosso, responsable du centre de documentation du MFPP, reste l'interlocutrice du CAF. Elle a ainsi transmis des affiches numérisées et référencées.



En haut Affiche du MFPP, 1982, 40 x 60 cm. Fonds MFPP, CAF En bas C. Bard et C. Grosso, BU Angers, 26.10.2017

Femmes dans une société d'emploi

| | Hommes | Femmes | TOTAL |
|----------------------|-----------|-------------|-------------|
| 1974 | | | |
| Emploi Personnel | 27,9 | 13,3 | 41,2 |
| Emploi Domestique | 11,1 | 37 | 48,1 |
| TOTAL | 39 | 50,3 | 89,3 |

Dans l'ITT les femmes ont 31,9% des titres
 et 56,5% des sous-titres
 Dans la administration centrale les femmes
 ont 85% des agents de bureau
 77% des agents
 71% des secrétaires
 34% des attachés administratifs
 5,5% dans les postes de directeur
 Exercice sans qualification
 sans de travail
 La question de l'emploi
 repose sur une répartition des tâches et sur
 des emplois pour les femmes. Cette répartition
 conditionne les emplois pour femmes, mais elle ne
 crée pas l'emploi (répartition inégalitaire)

Notes manuscrites, 1974. Fonds A. Coupé, CAF

Archives d'Annick Coupé

Annick Coupé a envoyé par courrier postal à la BU d'Angers, le 5 novembre 2018, les archives qu'elle donne à l'association Archives du féminisme (7 boîtes). Ces documents concernent toutes les mobilisations féministes auxquelles elle a participé de 1978 jusqu'au début des années 1990.

Cette féministe est née en 1953 dans le Calvados, de parents petits commerçants. Elle obtient son baccalauréat mais ne fait pas d'études supérieures. Elle commence à travailler comme caissière à Mondeville (banlieue de Caen). Elle se syndique alors à la CFDT et s'engage dans une organisation d'extrême gauche maoïste. En 1976, elle s'installe avec sa fille à Paris où elle est embauchée comme institutrice remplaçante en école maternelle. L'année suivante, elle quitte l'organisation maoïste, mais reste syndiquée à la CFDT. En 1978, elle passe un concours des PTT, de catégorie B, et entre aux Chèques postaux de Paris. Dès lors, elle prend des responsabilités dans le syndicat CFDT du syndicat des services financiers de la Poste à Paris, puis devient secrétaire régionale de la CFDT-PTT d'Île-de-France en 1982.

En 1988, plusieurs centaines de militant.es sont exclu.es de ce syndicat du fait de désaccords et elle fait partie des fondateurs et fondatrices du syndicat Sud-PTT dont elle devient la secrétaire générale jusqu'en 1999. Elle contribue aussi à fonder l'union syndicale Solidaires, sorte d'union interprofessionnelle dont elle est la porte-parole de 2002 à 2014. Depuis 2014, elle a abandonné ses responsabilités syndicales.

Parallèlement à ces fonctions, elle a un engagement féministe à partir des années 1977-1978. Elle participe au groupe femmes d'entreprise des Chèques postaux à Paris. Elle participe aux réunions de la coordination des groupes femmes d'entreprises et de quartiers et aux mobilisations féministes, telles que celles pour la dépénalisation de l'avortement. Au sein du syndicat CFDT d'abord, puis de Sud-PPT et de Solidaires, elle impulse des commissions femmes dans lesquelles elle s'engage et contribue à la création des journées intersyndicales femmes en 1997 : depuis, animées par la CGT, la FSU et Solidaires, ces journées réunissent chaque année en mars entre 300 et 400 syndiqué.es.



Fonds A. Coupé, CAF

Archives de Colette Cosnier

Les archives de Colette Cosnier (2 mètres linéaires) ont été apportées à la BU d'Angers le 29 novembre 2018 par André Hélard, son époux, accompagné de sa belle-sœur, Françoise Hélard. À cette occasion, André Hélard a été interviewé par des journalistes de *Ouest France* et du *Courrier de l'Ouest* à la BU d'Angers, et a pu longuement évoquer Colette Cosnier.

Ces archives sont constituées, entre autres, des travaux de Colette Cosnier en tant qu'enseignante sur l'histoire des femmes et des dossiers en rapport avec les livres qu'elle a écrits (notamment les lettres reçues de ses lecteurs et lectrices). On trouve aussi des documents audiovisuels de passages de Colette Cosnier dans des émissions radiophoniques ou télévisées, ainsi que quatre projets de livres à l'état d'ébauche.

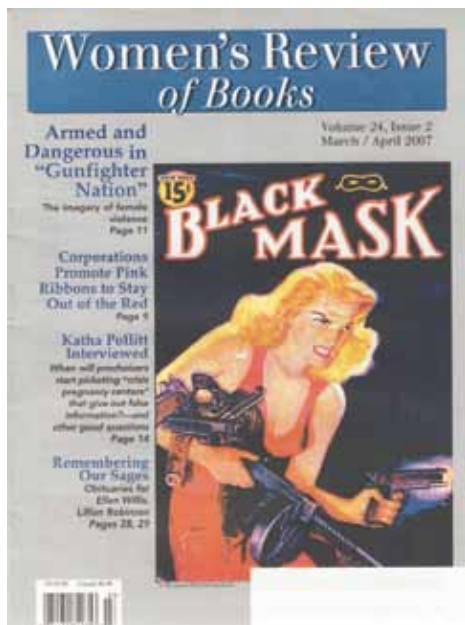
Colette Cosnier est née le 28 avril 1936 à la Flèche (Sarthe). Elle est décédée le 4 janvier 2016 à Rennes. Fille unique d'un père électricien et d'une mère couturière, elle fait des études de lettres modernes, puis devient enseignante dans l'enseignement supérieur. Elle se spécialise dans le théâtre pour enfants et enseigne d'abord les études théâtrales à l'Institut d'études théâtrales de Paris III de 1969 à 1973. Elle donne ensuite des cours de littérature comparée à l'université de Haute Bretagne à Rennes 2 puis, de 1995 à 1999, à l'université du Maine, au Mans. Elle prend sa retraite en 1999, la même année qu'André Hélard qu'elle a épousé en décembre 1972 à Rennes.

Dans les années 1970, elle s'intéresse à la littérature écrite par les femmes. Admiratrice de Colette, elle se charge d'un cours «Femmes et littérature», dès 1973. Puis, jusqu'en 1999, elle dispense des cours sur des écrivaines qu'elle fait ainsi connaître à ses étudiantes pendant un quart de siècle.

Elle est membre de la commission de féminisation des noms de métiers, de grades et de fonctions présidée par Benoîte Groult, mais son féminisme se manifeste essentiellement dans son enseignement et son écriture. Elle publie entre 12 et 15 livres et collabore à divers ouvrages collectifs, par des préfaces ou sa participation à des colloques. Le féminisme transparaît dans ses romans, ses essais, ses pièces de théâtre, ses livres d'histoire et ses biographies de femmes oubliées de l'histoire. Selon Michelle Perrot, les personnages de ses biographies sont toujours des femmes qui ont réussi à dépasser le cadre de la condition qui leur était imposée par la société de leur époque. Ainsi Colette Cosnier rend hommage à Marie Bashkirtseff (1858-1884), peintre et sculptrice du XIX^e siècle, morte jeune de la tuberculose, connue pour son journal (qui a été caviardé) et dont les biographes ont édulcoré la vie. Elle fait entièrement redécouvrir Louise Bodin (1877-1929), la «bolchévique aux bijoux», journaliste féministe, socialiste, pacifiste, membre du comité directeur du Parti communiste français de 1921 à 1929. Elle consacre deux ouvrages à Marie Pape-Carpantier (1815-1878), fondatrice de l'école maternelle. Elle réhabilite l'alpiniste Henriette d'Angeville (1794-1871), première femme à avoir fait l'ascension du Mont-Blanc en 1838 par ses propres moyens (la première avait été portée par les guides).



A. Hélard devant les archives de Colette Cosnier, 29.11.2018
© F. Chabod



Page de couv. de *Women's Review of Books*, mars-avril 2007

Dons de revues féministes

La BU d'Angers a reçu en dons des revues féministes anglo-saxonnes de la part de Stéphanie Genty, maîtresse de conférences en anglais, directrice du département des langues de l'UFR Langues, Arts et Musique, à l'université d'Évry. 17 numéros de *European Journal of Women's Studies* viennent ainsi compléter l'abonnement numérique de la BU d'Angers à cette revue multidisciplinaire qui paraît quatre fois par an, et couvre plusieurs domaines de la recherche féministe européenne. Les éditrices, Kathy Davis et Dubravka Žarkov, situent ces travaux dans un contexte transnational, par-delà les différences en Europe entre le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest. Seules 5 bibliothèques françaises sont abonnées à la revue bimestrielle américaine *The Women's Review of Books*, publiée par les Wellesley Centers for Women depuis 1983. La journaliste et militante féministe Jennifer Baumgardner est devenue sa troisième éditrice, après Amy Hoffman et la fondatrice de WRB (*Women's Review of Books*), Linda Gardiner. On y trouve notamment des études approfondies de nouveaux livres écrits par et sur les femmes. Les 96 numéros donnés complètent les collections papier et numérique de la BU d'Angers.

ACTIONS DE VALORISATION

Réalisation de l'état des fonds du CAF

La refonte du site web de la bibliothèque universitaire d'Angers donne plus de visibilité au Centre des archives du féminisme accessible par la rubrique «Fonds d'archives». Trois champs sont consultables : l'état des fonds, les inventaires en pdf et les inventaires dans Calames.

L'état des fonds structure de manière hiérarchique et décrit de façon succincte l'ensemble des fonds, y compris les nouveaux fonds collectés et non encore classés. Il est mis à jour régulièrement au rythme des collectes et des classements de fonds. Téléchargeable et imprimable, il est un bon outil pour donner une vue d'ensemble complète du CAF.

Les chercheur.es ont accès aux inventaires par deux voies différentes. Les inventaires en pdf proposent une lecture linéaire et intégrale des instruments de recherche. Dans Calames, les inventaires se consultent plutôt par fragments, en naviguant par hyperliens. Ils sont mis en relation avec d'autres instruments de recherche et documents numérisés conservés par une cinquantaine de centres d'archives en France. Cette opérabilité

permet notamment aux chercheur.es qui consultent le catalogue Calames d'accéder aux inventaires du CAF, sans connaître ce centre au préalable.

Reproduction d'archives du CAF

La reproduction d'archives du CAF dans des publications permet d'améliorer sa visibilité. Ainsi des affiches de l'Union féminine civique et sociale (UFCS) figurent dans l'ouvrage *Ravensbrück: Christliche Frauen im Konzentrationslager 1939-1945* (Berlin : Metropol, 2018) qui propose 13 portraits de femmes chrétiennes européennes, déportées au camp de concentration de Ravensbrück pour leur opposition et leur résistance au nazisme avant et pendant la guerre. Elles sont catholiques, évangéliques (protestantes), orthodoxes, témoins de Jéhovah, et ont maintenu leur résistance à l'intérieur du camp, par des écrits, des réunions, la pratique religieuse. Un chapitre est consacré à Yvonne Pagniez, membre de l'UFCS, qui s'est engagée dans la résistance.

Dans un premier temps, l'UFCS, association du catholicisme social créée en 1925, a adhéré à la politique familiale de Vichy en soutenant l'interdiction de l'avortement, la politique nataliste, la promotion de la famille traditionnelle, les lois plus sévères concernant le divorce ainsi que le salaire pour les femmes au foyer. Avec l'accentuation de la répression, dès 1943, certaines membres ont quitté l'association, voire sont entrées en résistance. L'UFCS s'est déconfessionnalisée dans les années 1960.

Mention du CAF dans la biographie de Pierre Simon

Dans *Pierre Simon, médecin d'exception. Du combat pour les femmes au droit de mourir dans la dignité* (Don Quichotte éditions, 2018), Emmanuel Pierrat ne manque pas de citer et de remercier le Centre des archives du féminisme où il a pu faire des recherches.

Cette biographie retrace, de façon chronologique, le parcours de ce gynécologue atypique, attaché à une médecine concrète, en prise avec les questions sociales et le progrès. Né dans une famille de la bourgeoisie juive française, il doit se cacher pendant l'Occupation allemande et participe à la Résistance. À la Libération il fréquente les milieux artistiques, philosophiques et musicaux parisiens et mène une vie de bohème. Il commence par faire du théâtre avant de suivre des études de médecine. Durant son internat en gynécologie, il découvre la souffrance des femmes et décide de les aider à disposer de leur propre corps. Il devient gynécologue et premier expert en sexologie. Afin de se former, il fait de nombreux voyages. De retour d'Union soviétique, il rapporte en France les éléments techniques de l'accouchement sans douleur et ne craint pas de se heurter à la réticence des médecins français face à cette innovation. En 1956, il cofonde La Maternité heureuse, ancêtre du Planning familial, avec Marie-Andrée Lagroua Weill-Hallé et Évelyne Sullerot. Il est l'initiateur de réformes fondamentales sur l'éducation sexuelle et participe aux batailles de la légalisation de la contraception et de l'avortement. Il fait la navette entre Londres et Paris pour transporter des diaphragmes. Il est l'inventeur du mot « stérilet ». Selon lui, la libération des corps passe par la maîtrise de la procréation mais aussi par le droit de cesser de vivre. En 1980, il cofonde l'Association pour le droit de mourir dans la dignité. Pour mettre en pratique ses engagements, il entre en politique puis en franc-maçonnerie (devenant Grand Maître de la Grande Loge de France).

Visite du CAF

Des visites du CAF sont régulièrement organisées, à la demande d'étudiant.es, d'enseignant.es, de chercheur.es, de journalistes, de militantes, de donateurs et de donatrices et de déposant.es d'archives. Citons la visite, le 7 décembre 2018, d'une journaliste égyptienne, Raneem Afifi, accompagnée d'Éva Pasquier, Blandine Charrier et Kamel Sassi. Ce dernier a pu assurer la traduction quasi simultanée en arabe de la visite.

France Chabod

BILAN DU NUMÉRITHON ORGANISÉ PAR LES ÉTUDIANT.ES DU M2 BIBLIOTHÈQUE ET SCIENCES DE L'INFORMATION DE L'UNIVERSITÉ D'ANGERS LE 19 JANVIER 2018 À LA BU DE BELLE BEILLE¹



Affiche du numérithon Benoîte Groult

Cet événement original, coordonné par 5 étudiant.es encadré.es par des enseignantes et du personnel de la bibliothèque universitaire d'Angers, visait à faire numériser par « la foule » (selon le principe du *Crowdsourcing*) des feuillets de manuscrits de conférences de Benoîte Groult conservés au Centre des Archives du féminisme. L'opération, très encadrée pour éviter tout risque de détérioration ou de perte de manuscrits, a permis la numérisation des 322 feuillets de conférences par 39 participant.es. L'objectif, dans un second temps, sera la transcription par des bénévoles de ces pages, majoritairement inédites, sur une plateforme en ligne qui sera ouverte au public au printemps 2019 (projet mené en collaboration avec l'équipe ELAN de l'université Grenoble-Alpes qui se charge de la conception de la plateforme).

La journée du numérithon a été enrichie de temps de lecture à voix haute d'extraits de textes de Benoîte Groult, de diaporamas sur la vie et l'œuvre de cette grande écrivaine féministe.

Les participant.es ont pu donner leur opinion sur un mur d'expression. L'opération a été un réel succès, relayé par les organes de diffusion de l'université d'Angers mais aussi par la presse locale. Elle a par ailleurs prouvé le vif intérêt des transcrip-teur.es bénévoles, venu.es pour certain.es par militantisme, pour d'autres par curiosité, mais qui sont tous et toutes reparti.es avec le sentiment d'une réelle actualité des propos de Benoîte Groult et l'envie de la lire ou de la relire.

Cécile Meynard
professeure de Littérature française
du XIX^e siècle à l'université d'Angers

1. Contact pour plus d'information : Cécile Meynard (cecile.meynard@univ-angers.fr), Florence Alibert (florence.alibert@univ-angers.fr).

FAIRE DON DE SES ARCHIVES AU CENTRE DES ARCHIVES DU FÉMINISME D'ANGERS : LE CHOIX DU PLANNING FAMILIAL

Au mois d'octobre dernier, le Centre des archives du féminisme a accueilli les archives de la Confédération nationale du Planning familial, qui représentent plus de 30 mètres linéaires soit 282 cartons conservés jusqu'alors dans les locaux du siège de l'association à Paris. Retour sur les raisons de ce choix, un choix avant tout éminemment politique et militant.

C'est plus de 60 ans d'archives de l'association qu'a reçu le Centre des archives du féminisme. Ce fonds d'archives historiques contient des documents qui remontent aux débuts de l'association en 1956, qui porte alors le nom de la Maternité Heureuse. Bien que la gestion des archives constitue une mission annexe pour le Planning familial, les documents d'archives ont toujours été conservés et sauvegardés par anticipation. En effet, les documentalistes, conscientes que les échelles de valeurs fluctuent selon le point de vue adopté, ont choisi de tout

conserver. Faire le choix de donner cette documentation accumulée relève de plusieurs facteurs. Tout d'abord, si le fonctionnement du Planning familial est menacé, que dire alors de ses archives ? C'est le raisonnement qui a poussé Chrystel Grosso, documentaliste responsable du centre de documentation du Planning familial, à « *anticiper et protéger au cas où* ». En mai 2017, le risque que représente le Front National, présent au second tour des élections présidentielles, influence également la réflexion sur le don des archives. Ici, la motivation à donner les archives est fondée sur la protection du bien et s'inscrit dans une démarche de « don actif » où la volonté de donner est affirmée et réfléchie. Décider à qui reviendra la tâche de conserver, classer et mettre à disposition les archives du Planning familial a nécessité un processus démocratique, les confier à un service d'archives compétent n'est pas un choix évident. D'une part, une certaine méfiance a pu être ressentie à l'égard des Archives nationales. Comme pour d'autres associations et partis politiques, l'État est perçu comme un « État policier », avec lequel les rapports ont parfois été conflictuels. Confier ou ne pas confier ses archives à un service d'archives public reste donc un choix véritablement politique.

Le côté associatif a beaucoup joué dans le choix du Centre des archives du féminisme. La confédération nationale apprécie sa démarche militante ainsi que le cadre, assez semblable à celui du Planning, à échelle humaine.

Ici, le sentiment d'entre soi établit un pacte de confiance entre l'association et le lieu de conservation. Cette confiance est consolidée par la liaison opérée par le CAF et ses intermédiaires entre le réseau militant et le réseau universitaire. Le souci de visibilité, de valorisation et d'exploitation



Le deuxième sous-sol, Confédération nationale du Planning familial, Paris
© Claire Judais



Affiche du MFPF, 1981, 51 x 68 cm. Fonds MFPF, CAF

des fonds est primordial pour l'association: «nos archives [au CAF] ne seraient pas complètement englouties dans la masse que peuvent être les Archives nationales»¹. Ayant déjà travaillé avec l'association Archives du féminisme pour plusieurs actions de valorisation, le Planning familial a l'assurance que ses archives seront bien traitées, bien exploitées et bien valorisées. De plus, le fonds du Planning familial entre en résonance avec d'autres fonds associatifs et personnels présents au CAF. Donner ses archives, pour une association comme le Planning familial, est une manière de militer, de transmettre et d'entretenir une relation avec les chercheurs, avec les historien.ne.s en s'assurant de laisser une trace dans l'histoire. Il s'agit donc, pour les archives du Planning, d'une renaissance. Néanmoins, pour Chrystel Grosso qui côtoie quotidiennement ces archives, la prise de décision du don a été pour le

moins douloureuse. Elle a ressenti comme un arrachement, l'impression qu'on lui enlevait quelque chose. En effet, le don n'est pas sans impact affectif et peut s'avérer pénible, peut-être même plus encore lorsqu'il s'agit d'archives associatives. À la suite d'une prise de distance nécessaire, cette phase laisse place à une satisfaction dans l'acte de donner ses archives, et dans l'acte de don, opéré par la raison, s'affirme une opportunité de servir les intérêts collectifs à travers la transmission d'une histoire et d'une mémoire militante.

Claire Judais

1. Entretien mené par Claire Judais avec Chrystel Grosso au Centre de documentation du Planning familial à Paris, le 9 mai 2018.

ANDRÉ HÉLARD, ÉPOUX DE COLETTE COSNIER : DONNER LES ARCHIVES DE COLETTE

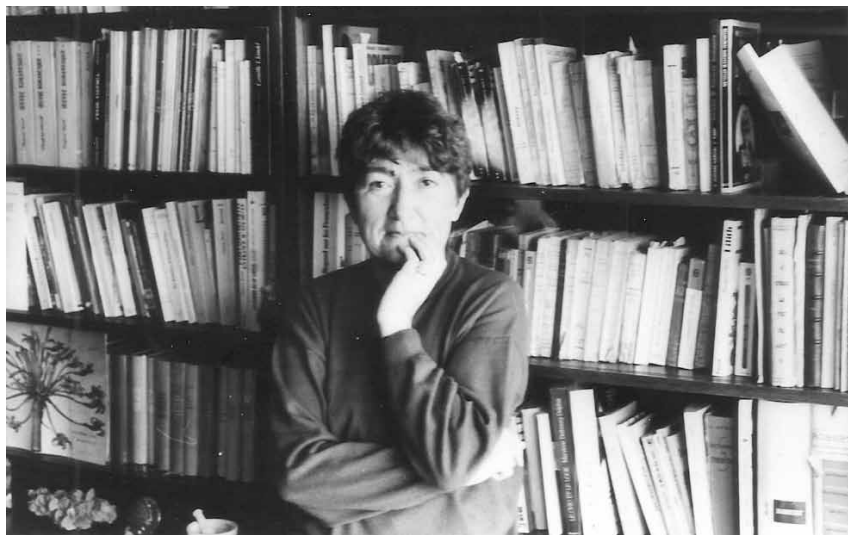
Faire don de ces archives de Colette Cosnier à Archives du féminisme est pour moi, vous le savez, l'aboutissement d'une démarche que j'avais initiée dès mars 2016. Et je suis profondément reconnaissant au Centre des Archives du Féminisme d'avoir finalement décidé de les accueillir.

Il manque hélas beaucoup de choses, parce que nous vivons en appartement, et que Colette a fait souvent, trop souvent, ce qu'elle appelait du « nettoyage par le vide ». Je voudrais qu'il y ait, en particulier, plus de traces de ses cours sur les femmes et la littérature, à Rennes 2, puis au Mans (programmes et sujets d'examens ; il y en a quand même quelques exemples). Je regrette plus que tout qu'il ne reste aucune trace de tous les cours qu'elle a faits dès les années 1970 pour le Télé-enseignement, devenu le SUED. Les bandes magnétiques, puis les cassettes sur lesquelles ces cours, sur Beauvoir ou Woolf, sur Colette ou George Sand, mais aussi sur Marieluise Fleisser, Christa Wolf ou Ingeborg Bachmann, ont été enregistrés d'abord à Radio Armorique, puis au service d'enseignement à distance de Rennes : tout cela a hélas disparu. Il fallait, m'a-t-on dit, « faire de la place », et il n'était pas question de tout numériser... Ainsi est perdue une contribution essentielle à l'enseignement de la littérature écrite par des femmes, tout un travail évidemment pionnier et qui a marqué quelques générations d'étudiant.e.s.

Je suis bien conscient non seulement des lacunes de ce fonds, mais aussi des défauts probables de certaines archives : certaines notes prises pour des cours, ou pour l'écriture de livres (en particulier *Marie Pape-Carpantier* et *Histoires de saintes, parcours de femmes*) sont sans doute difficilement exploitables, mais sait-on jamais... C'était là, je les transmets.

Et puis il y a le problème de toute une partie centrée sur le théâtre, non prévue au départ, puisque sans rapport au moins immédiat avec le féminisme. Ce fut le premier domaine de recherche, d'enseignement et d'écriture de Colette (son premier poste dans le supérieur fut à l'Institut d'études théâtrales à Paris 3-Censier). J'ai absolument tenu à l'ajouter cependant (dans la mesure où elle n'est pas trop volumineuse) aux archives proprement féministes (ou féminines). C'est qu'il m'a semblé que toute cette partie du parcours de Colette ne pouvait être détachée de ce qui l'a suivie : c'est dans ses travaux et ses articles sur le théâtre que la chercheuse et l'écrivaine que fut Colette a trouvé certaines de ses thématiques (dont le désir de « rendre justice » aux mal traité.e.s de la postérité et de l'histoire littéraire : c'est sur ces mots que se terminait déjà en 1963 son introduction à l'édition critique de *L'Amour à la mode* de Thomas Corneille !). Et surtout qu'elle a forgé son style ; de ce point de vue, l'ensemble des articles sur la radio et le théâtre dans la *Revue de l'Éducation* constitue une étape majeure, avec l'expérience du journalisme, à propos de quoi Colette Cosnier évoquait souvent... Colette, et qui lui a permis plus tard de prendre la mesure de l'œuvre, de journaliste justement, de Louise Bodin. Je ne doute pas qu'Archives du féminisme sache trouver la cohérence et la nécessité de ce parcours.

Et puis surtout, c'est à partir du théâtre, et avec *Marion du Faouët, la catin aux cheveux rouges*, son premier livre publié, que Colette Cosnier est arrivée à l'écriture féministe, dont témoignent les dossiers de presse et correspondances qui constituent la part la plus importante de ce fonds.



Colette Cosnier, début des années 1980 © A. Hélard

Tel quel, dans son incomplétude, cet ensemble, avec aussi quelques trop rares traces d'émissions de radio et de télévision, avec enfin quelques inédits et/ou passionnants projets abandonnés en route, pourra, je l'espère, être considéré comme une trace de ce que fut Colette Cosnier, enseignante et écrivaine, et comme le témoignage qu'elle fut un maillon dans la longue histoire des femmes. Et au second degré, en quelque sorte, dans l'histoire de l'histoire des femmes, et pour reprendre ses propres mots (dans *Le Silence des filles: de l'aiguille à la plume*), «de [leur] longue marche vers l'éducation et la création».

Restent les albums de photos, que je me déciderai peut-être à donner un jour. Mais c'est aussi quelque chose de très intime, à quoi je suis encore trop attaché pour m'en séparer maintenant.

Je serai bien sûr à la disposition d'Archives du Féminisme à chaque fois qu'il s'agira de donner (dans la mesure du possible) tout éclaircissement souhaitable sur telle ou telle archive.

Avec tout à la fois ma reconnaissance et mon amitié.

André Hélard

ACTUALITÉS DE LA CONTEMPORAINE/ BDIC

Au printemps dernier, la BDIC est devenue La contemporaine, bibliothèque, archives, musée des mondes contemporains. Cette nouvelle dénomination annonce un autre changement, majeur : le déménagement et la réunion de la BDIC et de son musée d'histoire contemporaine dans un nouveau bâtiment, dont le début de la construction - au pied de la nouvelle gare RER/SNCF de Nanterre, à l'entrée du campus universitaire - est prévu fin 2018 et l'ouverture au public annoncée pour la rentrée universitaire 2021. La préparation du transfert des collections est déjà engagée (tous les fonds d'archives et toutes les collections du musée seront installés dans les magasins du nouveau bâtiment), organisée de manière à ce que ce déménagement ait le moins d'impact possible sur le fonctionnement quotidien de l'établissement. La salle de lecture restera ouverte et les communications de documents (ouvrages, revues, archives, etc.) assurées aussi longtemps que possible. L'enrichissement permanent des collections sera poursuivi, et le traitement des nouvelles entrées toujours assuré dans les meilleurs délais.

BDIC ou Contemporaine, l'établissement est depuis longtemps attentif aux besoins de toutes celles et ceux qui le fréquentent, quels que soient leurs statuts. Écrits par deux étudiant.es à qui des fonds encore en cours d'inventaire ont été communiqués - archives d'Arlette Moch David témoignant de son engagement, au moment des guerres en ex-Yougoslavie, au sein notamment de l'Association pour l'information «Citoyens, citoyennes pour la Bosnie Herzégovine» et du Collectif féministe de solidarité avec les femmes de l'ex-Yougoslavie¹; archives (documents internes de fonctionnement courant et de congrès, brochures, littérature grise et documentation, etc.) de la section française de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté², couvrant toute la période des années 1920 aux années 2000 -, les articles qui suivent illustrent parfaitement l'intérêt de cette «politique de service».

Frack Veyron
Département des archives

LA SECTION FRANÇAISE DE LA LIFPL AU DÉBUT DE LA GUERRE FROIDE (1944-1962)

À la confluence de l'histoire du féminisme, du pacifisme et du communisme, le nom de Gabrielle Duchêne (1870-1954) est familier aux chercheur.es, tant elle a marqué l'engagement des femmes pour la cause de la paix à travers plusieurs

-
1. Réalisé en 2012, un entretien avec Arlette Moch-David, revenant sur l'ensemble de son parcours personnel et militant, est consultable à La contemporaine. Des extraits en ont été publiés en 2014 dans le numéro 22 du *Bulletin Archives du féminisme*.
 2. Organisation dont Gabrielle Duchêne fut une des grandes figures : les archives de cette dernière sont conservées, elles aussi, à La contemporaine (cf. inventaire en ligne à l'adresse : <http://www.calames.abes.fr/pub/lacontemporaine.aspx#details?id=FileId-599>).



Militantes françaises et internationales de la LIFPL, 1960
Archives Gabrielle Duchêne, La contemporaine

organisations, en particulier la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (LIFPL), dont elle préside la section française de 1915 (sous la forme initiale d'une section française du Comité international des femmes pour une paix permanente) à sa mort. Cependant, si l'historiographie relative à son militantisme dans l'entre-deux-guerres est fournie (thèse d'Emmanuelle Carle¹, notice dans le *Dictionnaire des féministes*, 2018), son activité après la Seconde Guerre mondiale restait jusque-là un sujet à défricher. Plus globalement, l'histoire du pacifisme féministe au début de la Guerre froide reste peu traitée en France.

Pourtant, ce fameux « creux de la vague » des années 1940-1960 qu'a bien relativisé Sylvie Chaperon dans *Les Années Beauvoir*, est une période féconde en matière de militantisme féministe, même s'il se fait plus discret. En étudiant l'histoire de la section française de la LIFPL à cette époque (1944-1962) dans le cadre de mon mémoire de master soutenu en 2018, j'ai donc souhaité apporter une pierre à cet édifice, le pacifisme étant une façon pour ces femmes souvent issues du mouvement féministe de poursuivre leur combat dans une autre sphère.

La place des femmes dans l'histoire des relations internationales reste encore mince en France². Mais celle-ci ne peut pas se réduire à une histoire « d'en haut », des décideuses, elle doit aussi s'entendre comme une histoire « d'en bas », les militantes de la section française de la LIFPL essayant d'influencer les personnalités politiques à travers divers moyens militants (participation à des conférences onusiennes, adresses à des parlementaires, protestations auprès d'ambassades, etc.), une sorte de para-diplomatie féministe. Fruit de réflexions sur ce qu'est être une femme pacifiste au début de la seconde moitié du xx^e siècle, mon mémoire est surtout le résultat de recherches dans des archives inédites, d'une part celles de la

1. Emmanuelle Carle, *Gabrielle Duchêne et la recherche d'une autre route : entre le pacifisme féministe et l'antifascisme*, thèse soutenue à l'université McGill de Montréal, 2005.

2. Cf. Jean-Marc Delaunay et Yves Denéchère (dir.), *Femmes et relations internationales au xx^e siècle*, Paris, Presses de la Sorbonne nouvelle, 2006.

section française de la LIFPL découvertes grâce à l'ancienne archiviste Anne-Marie Pavillard (BDIC), d'autre part celles de la section femmes du PCF (Bobigny).

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, la LIFPL est une organisation transnationale bénéficiant d'un certain prestige (deux prix Nobel de la paix³) et d'une organisation structurée mondialement (une quinzaine de sections dans des pays occidentaux, des congrès internationaux trisannuels, une publication bimensuelle) mais exsangue, la plupart de ses sections européennes ayant été contraintes à la clandestinité ou à la dissolution. En France, ses effectifs sont réduits et sa capacité d'action limitée. Mais sa marginalité numérique (une centaine de membres, face à d'autres sections qui en comptent parfois des milliers) est également idéologique : sous l'impulsion de Gabrielle Duchêne, compagne de route du PCF depuis l'entre-deux-guerres, la section française est en effet la plus radicale au sein d'une organisation internationale de femmes progressistes mais non révolutionnaires, d'inspiration wilsonienne, prônant la coopération entre les peuples, le désarmement et le règlement des conflits par la négociation.

Alors que les sections anglo-saxonnes, modérées mais critiques sur la diplomatie américaine, sont méfiantes vis-à-vis de la propagande pacifiste de l'URSS, la section française est, elle, très liée avec la Fédération démocratique internationale des femmes (FDIF), une organisation de masse visant à pousser les femmes à soutenir, sous couvert de lutte pour la paix, les intérêts géostratégiques de Moscou. Cela donne lieu à de multiples conflits au sein de la LIFPL, faisant même craindre une scission de sa section française.

Gabrielle Duchêne ne passe cependant pas à l'acte, et c'est cet entre-deux que j'ai voulu mettre en lumière dans mon mémoire. Elle milite activement pour un rapprochement des femmes occidentales et soviétiques. Certainement aveuglée par sa foi sincère dans le système social de l'URSS, qui la fait adhérer à une rhétorique anti-américaine très virulente, elle cherche cependant des points d'équilibre, un certain nombre des autres cadres de la section soutenant des positions politiques plus modérées.

Cette histoire est par ailleurs pleinement ancrée dans celle de la Guerre froide, la LIFPL modifiant sensiblement son positionnement : en effet, la mort de Gabrielle Duchêne, en 1954, coïncide avec le début de la « coexistence pacifique » promue par Nikita Khrouchtchev. La nouvelle dirigeante de la section, la professeure de sciences Isabelle Pontheil, est également philo-communiste mais se fait plus prudente sur l'anti-américanisme. Elle permet à la section de sortir de son isolement, les rapprochements américano-soviétiques conduisant les sections anglo-saxonnes de la LIFPL à envisager des discussions avec les organisations de femmes sous orbite soviétique, notamment lors de grandes conférences féminines. Et si la crise de Cuba en 1962 fait craindre un conflit nucléaire, elle ne remet pas en cause l'évolution de la LIFPL, qui tisse des liens continus avec l'Est.

J'ai également voulu traiter la question de l'anticolonialisme, à travers les guerres de décolonisation qui ponctuent cette période. Il s'agit en effet d'un moment charnière dans l'histoire de la section. D'une opposition purement anti-impérialiste lors de la guerre d'Indochine, la section évolue lors de la guerre d'Algérie, à la suite d'un questionnement réflexif sur la nature même du colonialisme. Elle revoit ses modes de militantisme, se joignant à des manifestations et à des pétitions aux côtés d'organisations syndicales ou de personnalités comme Simone de Beauvoir. Des divergences se font toutefois jour, le progressisme des

3. Prix Nobel de la paix : Jane Addams (1931) et Emily Greene Balch (1946).



Congrès international de la LIFPL, Birmingham, 1956
Archives Gabrielle Duchêne, La contemporaine

membres de la section n'empêchant pas certaines de défendre paradoxalement les «apports» de l'Empire colonial.

Ces femmes ne se contentèrent enfin pas d'aligner des positionnements face à l'actualité mais furent aussi forces de proposition. Elles viennent pour la plupart de milieux sociaux aisés et ont eu la chance de pouvoir faire des études (plusieurs sont enseignantes), elles disposent d'un capital culturel rare. Dans les domaines scientifique, éducatif ou du droit du travail, elles mettent ainsi à profit leur expertise en rédigeant des rapports (par exemple Marguerite Thibert, à qui Françoise Thébaud vient de consacrer une biographie⁴), participent à des conférences, siègent dans les institutions onusiennes et organisent chaque été des camps de vacances pour des jeunes, Occidentaux ou non, afin de leur transmettre des valeurs pacifistes.

Au début de la Guerre froide, quand le manichéisme pro ou anti-communiste était la norme, des féministes s'engageaient pleinement dans la vie de la cité pour promouvoir leurs idéaux pacifistes, par conviction sincère et/ou sympathie communiste, en subissant souvent marginalisation ou indifférence. Fortement marquées par l'épreuve des deux guerres mondiales, elles persévèrent malgré leur influence limitée afin - pour reprendre le titre du livre de l'une des cadres de la section française de la LIFPL⁵ - de «réaliser l'espérance» de la paix.

La LIFPL, bien que méconnue, existe toujours.

Adrien Delaporte-Brinkhuysen⁶

-
4. Françoise Thébaud, *Une traversée du siècle. Marguerite Thibert, femme engagée et fonctionnaire internationale*, Paris, Belin, 2017.
 5. Yvonne Sée, *Réaliser l'espérance*, Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (section française), Paris, 1984.
 6. Adrien Delaporte-Brinkhuysen, «La section française de la LIFPL : une organisation pacifiste féministe sous orbite communiste au début de la Guerre froide (1944-1962)», Mémoire de master 2, dirigé par Laurence Badel et Fabrice Virgili, Université Paris-1, 2018.

LES ASSOCIATIONS FÉMINISTES FRANÇAISES MOBILISÉES CONTRE LES VIOLS SYSTÉMATIQUES DANS LES ANNÉES 1990

Le viol a été longtemps assimilé à un acte malheureux mais inévitable de la guerre. Il était considéré comme «*le droit à la violence et aux privilèges associés à la domination*»¹. Finalement, la question de la législation contre les viols systématiques ne s'est imposée au Conseil des Nations Unies que lorsque les nombreux viols de femmes dans l'ex-Yougoslavie ont été dénoncés. Cette recherche de master, consacrée à l'histoire de la construction des droits des femmes en temps de guerre, que les nombreuses associations féministes et humanitaires ont façonnée dans le contexte de la guerre en ex-Yougoslavie, montre que le viol est pensé et utilisé comme un acte de guerre.

En janvier 1993, les révélations de deux rapports menés par l'ONU et la Communauté européenne, mentionnant plus de 20 000 viols commis depuis le début de la guerre en Bosnie-Herzégovine, font réagir la communauté internationale. Un mouvement de dénonciation et de mobilisation a également eu lieu en France mais peu d'études se sont intéressées à ce sujet à ce moment-là. En nous appuyant sur de nombreuses archives publiques (le Centre des Archives du féminisme d'Angers, la Bibliothèque Marguerite Durand, La contemporaine à Nanterre avec les archives d'Arlette Moch-David, les Archives lesbiennes de la Maison des femmes de Paris, le Planning familial de Paris) et privées (archives personnelles de Claudie Lesselier et d'Anne-Marie Pavillard), nous avons montré que la presse et les institutions internationales ne mentionnent ces faits qu'à partir de janvier-février 1993 alors que les associations féministes et humanitaires les ont dénoncés dès les mois de septembre et octobre 1992. Les associations féministes françaises telles que la Maison des femmes de Paris, le Planning familial, l'Alliance des femmes pour la démocratie, SOS Femmes, Femmes sous lois musulmanes de Montpellier, le Réseau Féministe Ruptures, l'émission de radio Femmes libres, ainsi que le collectif créé spécifiquement pour le mouvement, le Collectif féministe de solidarité avec les femmes de l'ex-Yougoslavie, ont reçu de nombreux dossiers d'informations² mentionnant des témoignages de victimes, de médecins ou de journalistes, des photographies et des cartographies des lieux de maisons closes et de détention des populations civiles. Ces associations ont informé la société et le gouvernement de leur existence.

C'est, en partie, grâce aux relations et aux réseaux féministes et humanitaires établis entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est que les informations concernant les viols systématiques ont pu circuler. Ces réseaux se sont d'abord structurés dans le contexte de la fin de la Guerre froide, dans les années 1980. Les *gender studies* se sont développées dans les sociétés post-communistes, divers organismes d'étude y ont été mis en place³. Lors des Rencontres internationales de Zagreb et de Prague de septembre et octobre 1992 lancées à l'appel des Femmes en Noir de

-
1. Vanessa Fagnoli, *Viol(s) comme arme de guerre*, L'Harmattan, 2016, p. 60.
 2. «Dossier d'information sur les crimes de guerre contre les femmes en ex-Yougoslavie : actions et initiatives pour les défendre», *Femmes sous lois musulmanes*, 28 février 1994, 4^e édition, 500 pages, La contemporaine, Nanterre. La première édition date de novembre 1992.
 3. Ioana Cirstocea, «Between the Past and the West : le dilemme du féminisme en Europe de l'Est postcommuniste», *Sociétés contemporaines*, Presses de Sciences Po, 2008, p. 7-27.



Rassemblement du Collectif féministe de solidarité avec les femmes de l'ex-Yougoslavie, Paris, 19 décembre 1992 © A.-M. Pavillard

Zagreb, les relations se sont resserrées. Cette première phase des dénonciations des viols systématiques en France, que nous nommons *phase d'investigation*, a permis aux associations de rassembler et d'organiser les informations, les témoignages et de mener des enquêtes de terrain. Puisque ni la presse ni la sphère politique ne mentionnaient ces viols en France en 1992, les associations se trouvèrent confrontées à la désinformation voire au scepticisme de certaines personnes.

Ce n'est qu'à partir de 1993 que le véritable mouvement de dénonciation des viols systématiques apparaît en France. Les associations mirent en œuvre de nombreuses manifestations : campagnes d'affichage, pétitions, collectes de fond afin de financer les projets mis en place par les associations yougoslaves. Des fêtes de solidarité eurent lieu pour faciliter l'envoi de convois de médicaments, de matériels médicaux, de vivres et de vêtements. L'analyse de cette phase d'apogée de la solidarité féministe et de sa portée dans la société civile a permis la création d'une frise chronologique mettant en lumière l'évolution de la mobilisation nationale.

Les arguments de cette défense des droits des femmes ont contribué à faire évoluer les considérations sur les viols en temps de guerre dans la société française. Les viols systématiques ont été dénoncés comme des crimes sexuels et sexistes qui trouvent leur origine dans les dominations masculines qui s'exercent sur les femmes dans nos sociétés contemporaines, les contextes de guerre révélant ce sexisme et cette violence. L'anthropologue Véronique Nahoum-Grappe souligne qu'avec les viols systématiques, les femmes sont chosifiées, assimilées à des armes utilisées contre leur propre communauté, à des mères portant un fils «ennemi» : elles sont un intermédiaire pour atteindre le lien communautaire et effrayer la population ennemie, d'où les témoignages que nous avons recensés de nombreux viols collectifs, viols à répétitions et viols publics, bien souvent devant la famille des victimes.

Ces nombreuses mobilisations nationales et internationales ont eu des conséquences primordiales sur les questionnements et l'étude des viols systématiques.

ACTUALITÉS DES ARCHIVES DU CENTRE AUDIOVISUEL SIMONE DE BeauVOIR



En 2018, le matrimoine audiovisuel du Centre audiovisuel Simone de Beauvoir s'est enrichi de nouveaux titres et de vidéos restaurées, et a été présenté à l'occasion de diverses manifestations, à Paris, en régions et à l'étranger.

ENRICHISSEMENT DU FONDS

- **Girasoles de Nicaragua** (documentaire, Florence Jaugey, 2017) qui évoque le rôle des travailleuses du sexe auxiliaires de justice au Nicaragua dans la résolution de conflits.
- **Sands of Silence: waves of courage** (documentaire, Chelo Alvarez-Sthele, 2017). Réalisé aux États-Unis et tourné dans plusieurs pays, ce travail de longue haleine documente la transformation de jeunes femmes, victimes de trafic sexuel, en survivantes fortes et engagées.
- **A Feeling Greater Than Love** (*Shu'our akbar min el hob*) (documentaire libanais de Mary Jirmanas Saba, 2017) évoque deux luttes ouvrières menées dans les années 1970, à travers archives et entretiens.
- **Maternité secrète** (documentaire, Sophie Bredier, 2017, à venir). Présenté en avant-première en avril par le Centre au Forum des images, ce documentaire évoque l'histoire du château de Bénouville (Normandie) où des générations de «filles-mères» accouchèrent en secret.

NUMÉRISATIONS ET RESTAURATIONS

En partenariat avec le service audiovisuel de la BnF se poursuit le travail de numérisation des films et rushes conservés dans notre fonds, ainsi que la restauration de deux films emblématiques du fonds: *SCUM Manifesto* (Carole Roussopoulos et Delphine Seyrig) et *Accouche!* (Ioana Wieder).

DES ARCHIVES QUI VIVENT HORS LES MURS

Janvier 2018

À l'invitation de la cinémathèque de Toulouse dans le cadre de la programmation *Cinéma militant gay et lesbien, années 1970-80*, le Centre a présenté *Le F.H.A.R.* (Carole Roussopoulos, 1971), *Manifestation contre la répression de l'homosexualité* (Lézard du péril mauve & Ortie 14, 1977), *Allers-venues* (Vivian Ostrovsky, 1984), *I Was/I Am* (1973), *Dyketactics* (Barbara Hammer, 1984) et *Aller jamais retour* (*Bildnis einer Trinkerin*, Ulrike Ottinger, 1979).



Florence Jaugey, *Girasoles de Nicaragua*, 2017

Avril 2018

À la Médiathèque Valais-Martigny en Suisse, début de l'exposition *Carole Roussopoulos. La vidéo pour changer le monde*. L'exposition fait référence à la fondation du Centre dont Carole Roussopoulos est l'une des co-fondatrices (avec Delphine Seyrig et Ioana Wieder).

Mai 2018

24 mai, à nouveau à la Cinémathèque de Toulouse, présentation, suivie d'un débat, d'un programme consacré à *LIP par Carole Roussopoulos*, ensemble des vidéos tournées par Carole pendant la lutte des LIP (1973-1976). Un second programme, intitulé *Le Militantisme féministe après 68*, est composé de films relatant les luttes du début des années 1970 : déclaration de Jean Genet suite à l'arrestation d'Angela Davis, grève des élèves dans un collège réservé aux mineures enceintes, grève des prostituées à Lyon, et lecture mise en scène de *SCUM Manifesto* de Valérie Solanas.

Juin 2018

15 juin : présentation à l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Paris-Belleville du *Parcours singulier du Centre audiovisuel Simone de Beauvoir : de la vidéo militante à l'éducation à l'image* lors de la journée d'études *Femmes archivées / Femmes archivistes. Quelles mémoires urbaines en images ?*

Juillet 2018

À l'invitation des Rencontres de la photographie d'Arles, sur une proposition de Tënk, organisation des ateliers : *1968-2018, prise de parole / prise d'images. Les années 1968 : mettre les images au service des luttes*. Nicole Fernández Ferrer



Publicité caméra Sony
(fin des années 1960)

a évoqué le travail de Carole Roussopoulos et des collectifs vidéos de femmes dans les années 1970 avec un grand nombre d'extraits d'archives féministes et LGBTQI. Ces ateliers ont été co-animés avec Bernadette Caille (commissaire de l'exposition 1968, *Quelle histoire!*), Guillaume Blanc (historien de la photographie), Sébastien Layerle (historien du cinéma, auteur de *Caméras en lutte en Mai 68*) et Jean-Denis Bonan (cinéaste, membre de Cinélutte).

Septembre 2018

3 au 13 septembre : des films d'archives du Centre ont été présentés à Rio de Janeiro dans le cadre de la première mostra *Século XXI, Mulheres Ação!* puis à Sao Paulo : *Festival Les Insoumuses*, projections accompagnées de deux conférences sur le CASdB et les archives vidéo féministes.

Manifestations autour de Laura Mulvey, théoricienne et cinéaste britannique

- Accord de diffusion avec le BFI (British Film Institute) pour *Riddles of the Sphinx* (Laura Mulvey et Peter Wollen, 1977).
- Co-organisation de *Féminisme, énigmes, cinéphilie: trois journées avec Laura Mulvey*, les 5, 6 et 7 avril à Paris. Cet événement (partenariat entre le CASdB, les éditions Mimésis, l'IRCAV, le LIRA, l'Université Sorbonne Nouvelle-Paris 3 et Wom@rts) a permis de revenir sur le parcours singulier de Laura Mulvey, d'évoquer l'histoire de la deuxième vague du féminisme, de revisiter des genres et des auteurs incontournables et de discuter des transformations induites par le développement des technologies numériques.
- Laura Mulvey a présenté et signé *Au-delà du plaisir visuel. Féminisme, énigmes, cinéphilie* (Éd. Mimésis, 2018) à la librairie du cinéma du Panthéon. Cette signature a été co-organisée avec le Centre qui a pris en charge les traductions des textes avec le soutien financier de la Fondation de France.
- Journée de discussion et master class de Laura Mulvey au grand amphithéâtre du monde anglophone.
- Projections au cinéma Le Grand Action : *Tout ce que le ciel permet* de Douglas Sirk (1955) présenté et commenté par Laura Mulvey et *Riddles of the Sphinx*. Les séances ont été rythmées par un chœur féministe conçu par l'artiste et chercheuse Lucy Reynolds.

L'équipe du Centre audiovisuel
Simone de Beauvoir

LES ARCHIVES DU FÉMINISME DANS L'ESPACE EUROPÉEN FRANCOPHONE

LE CENTRE D'ARCHIVES ET DE RECHERCHES POUR L'HISTOIRE DES FEMMES (CARHIF), BRUXELLES¹

Le Carhif a été créé en 1995 grâce à des historiennes pionnières de l'histoire des femmes en Belgique et avec l'appui de la ministre Miet Smet en charge du Ministère fédéral de l'emploi et du travail. Ce projet fait suite à une recherche exploratoire menée de 1992 à 1993, qui avait mis en évidence la richesse des archives féministes, mais aussi l'absence de centres d'archives dédiés à leur conservation et leur ouverture au public. Depuis lors, le Carhif s'est imposé comme un centre d'archives bilingue (français/néerlandais) essentiel pour l'histoire des femmes et du féminisme en Belgique.

Le Carhif fonctionne grâce à trois salariées permanentes (Els, Claudine et Valentine) qui travaillent sous la supervision d'un conseil d'administration composé de 13 historien.ne.s. Depuis peu, quelques bénévoles sont venu.e.s en renfort pour inventorier les archives, procéder au scannage de documents ou aider dans les travaux de déménagement.



Le Carhif est une association sans but lucratif. Il est financé de manière régulière par l'Institut fédéral pour l'égalité des hommes et des femmes, et de manière

1. Entretiens réalisés par Marine Gilis le 16 avril 2018 avec Claudine Marissal, archiviste au Carhif depuis 2001, docteure en histoire, et Els Flour, archiviste au Carhif depuis 1995, historienne et archiviste de formation. Photos Marine Gilis.



ponctuelle par les communautés françaises et flamandes (financement de projets). Étroitement dépendant du féminisme d'État, il se situe en marge des autres centres d'archives qui sont principalement financés par les institutions compétentes en matière culturelle et patrimoniale. En Belgique, les associations fonctionnent avec des subsides, soit de la communauté francophone, soit de la communauté néerlandophone. Une partie des membres du Carhif souhaiterait, à l'avenir, se rapprocher davantage des communautés, ce qui pose un véritable défi dans un pays cloisonné dans lequel il y a de moins en moins d'espaces bilingues. Les centres d'archives et de documentation néerlandophones et francophones collaborent toutefois sur des dossiers spécifiques. Le Carhif a par exemple récupéré le fonds d'archives de RoSa, centre de documentation de la communauté néerlandophone, situé à Bruxelles. Il collabore également avec le fonds Suzanne Daniel, à Gand, un fonds lesbien/LGBT, principalement néerlandophone.

Plus d'une centaine de personnes visitent chaque année le Carhif, principalement des étudiantes. En Belgique, le réseau d'archives privées est assez développé. D'autres associations conservent des archives sur l'histoire des femmes : le Centre permanent pour la Citoyenneté et la Participation, pour les femmes du Parti social-chrétien (PSC), l'Amsab-ISG pour les femmes socialistes. Un des enjeux principaux pour le Carhif est de parvenir à se mettre davantage en réseau.

Près de 200 fonds d'archives consultables au Carhif

Les archives du Carhif, constituées de près de 200 fonds, concernent l'histoire des femmes et des mouvements féminins et féministes. La liste des fonds, avec une recherche par mots-clés, une description et parfois un inventaire, est disponible sur son site internet. Sont consultables au Carhif :

- les archives d'organisations féminines/féministes : le Conseil des Femmes Francophones de Belgique, le Comité de Liaison des Femmes, le Groupement Belge de la Porte Ouverte, le Vrouwen Overleg Komitee, le Centre Féminin d'Éducation Permanente...;

- des fonds de figures emblématiques: Adèle Hauwel, Hedwige Peemans-Poullet, Lily Boeykens, Jacqueline de Grootte...;
- des fonds internationaux: le Conseil International des Femmes, l'Alliance Internationale Jeanne d'Arc, la Coordination Européenne des Femmes, les femmes chefs d'entreprises mondiales...;
- et enfin des fonds de structures non spécifiquement féministes ou féminines mais qui ont un sens pour l'histoire des femmes: les archives du cabinet de la secrétaire d'État puis ministre Miet Smet qui concernent la politique d'égalité des chances, les archives de l'Office de la Naissance et de l'Enfance qui s'intéressent à la protection maternelle et infantile, les archives d'Eliane Gubin en rapport avec la recherche universitaire en histoire du genre.

Les priorités pour l'avenir

Le Carhif s'est fixé deux objectifs principaux. Le premier est de stimuler la recherche en histoire des femmes et du genre, grâce à la gestion de différentes bases de données et l'accès aux collections, à la création en 2008 d'un Forum pour la recherche belge en histoire des femmes, du genre et de la sexualité, et à une lettre d'information électronique. Il représente depuis 2006 la section belge de la Fédération internationale pour la recherche en histoire des femmes et met en valeur au niveau international les recherches menées en Belgique sur l'histoire des femmes et du genre. Le deuxième objectif est de faire connaître l'histoire des femmes à un large public, par des recherches propres (colloques et publications), par un soutien à la recherche et la diffusion des résultats (séminaires, journées d'étude...) et par des projets de valorisation (plusieurs expositions de 1996 à 2015).

Pour l'avenir, le Carhif s'est fixé trois priorités: la gestion de ses collections au moyen d'un nouveau logiciel (qui va notamment lui permettre de numériser les archives avec les descriptions associées). Parallèlement au travail de numérisation, les personnels du Carhif travaillent à la rédaction d'une encyclopédie, *L'Encyclopédie d'histoire des femmes (Belgique, 19^e-20^e siècle)*, dirigée par Éliane Gubin et Catherine Jacques, en collaboration avec Claudine Marissal, qui va paraître fin 2018. Elles réfléchissent en outre à s'ouvrir à de nouveaux publics (par exemple les associations de femmes migrantes, des collectifs et associations éphémères...), à développer un fonds d'histoire orale et à se mettre davantage en réseau.



Centre d'Archives et de Recherches pour l'Histoire des Femmes (Carhif)

Rue du Méridien 10 - 1210 Bruxelles

Le Carhif est ouvert du lundi au vendredi de 9h à 12h30 et de 13h30 à 17h

E-mail : avg.carhif@amazon.be

Site internet : www.avg-carhif.be

LE CENTRE D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION FEMMES ET GENRE (CID FRAEN AN GENDER), LUXEMBOURG²

Le CID Fraen an Gender a été créé en 1992, par des militantes du MLF, des femmes politiques, engagées dans les luttes syndicales, des journalistes, juristes, enseignantes, dont quelques-unes étrangères (françaises, portugaises, italiennes), présentes du fait de la proximité avec les institutions européennes. Aujourd'hui, le CID est une association sans but lucratif (asbl), située en plein cœur de la ville de Luxembourg, financée par le ministère de l'égalité des chances, le ministère de la culture et la Ville de Luxembourg. 7 personnes y travaillent à mi-temps, 48 membres sont affiliés à l'asbl et 20 personnes y sont véritablement actives. La bibliothèque, qui a fait partie du projet dès le début, contient aujourd'hui plus de 20 000 livres, Cds, partitions et périodiques (littérature, musicologie, culture, sciences, histoire, politique, corps, féminisme, romans, littérature pour enfants et adolescent.e.s).

L'action pédagogique est au cœur de la politique du CID, qui reçoit de nombreux enfants, collégien.ne.s, lycéen.ne.s. L'archivage est jusqu'à présent absent des statuts et il n'y a pas d'archiviste au CID. Les fonds d'archives se constituent d'une partie des archives des compositrices luxembourgeoises (Helen Buchholtz, Lou Koster, compositrices contemporaines). Ils sont gérés par la musicologue du CID qui les promeut par le biais de concerts, de productions de CDs, de publications et de projets musicologiques et pédagogiques. L'autre partie est constituée de fonds d'archives qui sont « arrivés là », ils sont en lien avec le MLF, dont le CID est héritier ; d'autres fonds, « échoués » là, proviennent de militantes trotskystes, socialistes, ... La question des archives est venue par intérêt personnel de certaines collaboratrices, mais les moyens sont extrêmement limités, le dépouillement et le classement sont en cours, certaines caisses sont en attente depuis plusieurs années. Refuser ces archives, c'est prendre le risque qu'elles disparaissent, car les Archives nationales ne les accepteraient pas, sauf pour un simple stockage. Les fonds ont été organisés peu à peu, pour répondre à des demandes d'exposition et autres projets, mais peu concernent la recherche. Il faut savoir qu'il n'y a qu'une seule université au Luxembourg, créée il y a 10 ans environ. Les chercheuses qui viennent au CID sont plutôt des linguistes, sociologues, historien.ne.s, musicologues ou dans les sciences de l'éducation.

L'avenir du CID est conditionné par les échéances électorales : le ministère de l'égalité va-t-il survivre aux prochaines élections ? Les salariées vont-elles pouvoir conserver le bail du local ? Ne risquent-elles pas d'être mutées en cas de diminution du nombre de postes au CID ? Vont-elles pouvoir financer toutes les activités ? La recherche de financements à l'échelle européenne est une tâche très chronophage, qui demande une expertise et des moyens que n'ont pas les petites structures. Toutefois, le CID est assez actif à l'échelle internationale, notamment avec des partenaires germanophones du réseau i.d.a. (qui propose un catalogue collectif des fonds des structures partenaires, le META-Katalog : www.ida-dachverband.de). Il est membre de WINE (réseau européen des bibliothèques et centres d'archives sur les femmes et mouvements féministes, winenetworkeurope.wordpress.com). Le CID a participé au projet FRAGEN (2008-2011, www.fragen.nu/

2. Entretiens réalisés par Marine Gilis le 18 avril 2018 avec Kathrin Eckhart, bibliothécaire au CID depuis 2002, politologue de formation, et Françoise Wagner, chargée de direction au CID depuis 1995, traductrice de formation. Photos Marine Gilis.



atria/fragen): une base de données européennes dont l'objectif est de réunir les textes féministes les plus importants de la seconde moitié du xx^e siècle. Un des projets de l'équipe est de réaliser un inventaire détaillé des archives conservées au CID et de développer leur numérisation afin de mieux intégrer le centre au sein du réseau des archives féministes germanophones. La situation géographique du Luxembourg, le pluralisme linguistique du pays mais aussi sa petite taille situent davantage le CID à l'échelle internationale. Les habitant.e.s ont dans leur ADN une certaine mobilité. Les langues sont plus des ponts que des barrières et les publications du CID reflètent cette diversité.



Centre d'information et de documentation femmes et genre

- CID Fraen an Gender

14, rue Beck, Luxembourg - 1222 Luxembourg

Le CID est ouvert le mardi de 14h à 18h - le mercredi, jeudi, vendredi de 10h à 18h - le samedi de 10h à 12h30.

Site internet du CID: cid-fg.lu/fr

Catalogue de la bibliothèque: a-z.lu

LES CENTRES D'ARCHIVES EN SUISSE

Il existe plusieurs centres d'archives et de documentation dédiés à l'histoire des femmes et du féminisme en Suisse, répartis sur l'ensemble du territoire. Dans la partie germanophone, on trouve ainsi la Fondation Gosteli à Worblaufen, les Frauenkulturarchiv Graubünden (Archives culturelles des femmes du canton des Grisons) à Coire, les Archives de l'histoire des femmes, du genre et de l'histoire sociale en Suisse orientale à Gallen, et les archives des femmes de Thurgovie à Frauenfeld. Associazione Archivi Riuniti delle Donne Ticino (AARDT), à Melano (Tessin), se situe dans un canton italophone. Dans la partie francophone, il existe le fonds Archives du MLF à Genève.

Le fonds «Archives du MLF-Genève»

L'Espace Femmes International, créé en 1993, conserve le fonds «Archives du MLF-Genève». Ces archives couvrent la période de 1970, date du début de l'activité du MLF à Genève, à 1991, date de la première grève des femmes en Suisse, considérée par beaucoup de militantes comme la dernière grande mobilisation féministe à Genève. Ces archives font l'objet d'un projet appelé «Sauvegarde, inventaire et valorisation du fonds d'archives concernant le Mouvement de Libération des Femmes (MLF) de Genève (1970-1991)». Depuis, ce fonds reste ouvert puisque l'association continue de récolter des documents d'anciennes militantes du MLF. Il représente aujourd'hui 15 mètres linéaires.



À gauche Syndicat des personnes actives au foyer à temps complet ou partiel (SPAF), 1995. Fonds SPAF, Fondation Collège du travail - Centre d'archives du mouvement ouvrier, Genève
 À droite Exposition «La ménagère, une travailleuse à la recherche d'une dignité». Affiche, Fonds MUT. Fondation Collège du travail - Centre d'archives du mouvement ouvrier, Genève



Site Neue Frauenbewegung (<https://www.neuefrauenbewegung.sozialarchiv.ch/index.php/quiz>)

Ce fonds Mouvement de Libération des Femmes-Genève est divisé en quatre séries (publications extérieures au MLF-Genève; publications du MLF-Genève; affiches, médias audio-visuels, objets; groupes, thèmes, événements) et contient aussi bien des documents du MLF (comptes rendus de réunions, tracts, affiches, etc.) que des périodiques, publications féministes, ainsi que des photographies et des documents audiovisuels. Sa richesse est à l'image du foisonnement des groupes formant le MLF: avortement, femmes et santé, groupe des lesbiennes, Centre Femmes, soutien aux prisonnières, reconnaissance de la valeur économique et sociale du travail ménager, groupe des mères, femmes et travail, etc. - qui produisent leurs propres documents.

Dans ses statuts, Espace Femmes International est décrit comme une « association pour un centre de documentation, d'action et de solidarité internationale des femmes » (Statuts, Genève, 1993). Ses principales fondatrices, de même qu'une partie de ses membres, sont des femmes ayant milité au sein du MLF genevois. Elles y ont déposé leurs archives au fur et à mesure, de façon anonyme, ce qui a fait qu'au moment du tri et de la création de l'inventaire, les archives ont été réparties par thématique. Cet inventaire est accessible sur internet: <http://archivesmlf.ch/archives/>

Les femmes dans les fonds d'archives privés

D'autres centres d'archives privés proposent des fonds intéressants pour l'histoire des femmes et des féminismes, dont voici quelques exemples:

- Centre International de Recherches sur l'Anarchisme (CIRA), Lausanne (<http://www.cira.ch>).

Le CIRA, créé en 1957 à Genève, se situe aujourd'hui à Lausanne. Il recueille et met à disposition tous types de documents (archives, dossiers documentaires, vidéos, brochures et ouvrages) sur le mouvement, l'histoire et les idées anarchistes. Une liste des fonds est accessible en ligne sur le site internet du CIRA.

- Fondation Collège du travail - Centre d'archives du mouvement ouvrier, Genève (<http://www.collegedutravail.ch>).

La Fondation Collège du travail a été créée en 1978 par Lucien Tronchet, ancien secrétaire de la section genevoise de la Fédération des ouvriers du bois et du bâtiment (FOBB). Elle recueille et préserve des archives, images et des témoignages oraux sur l'histoire du mouvement ouvrier genevois. La Fondation est active également à travers l'édition et la traduction d'ouvrages sur les mouvements ouvriers et organise régulièrement des rencontres-débats. Elle conserve deux fonds d'archives sur les femmes ouvrières, dont l'inventaire se trouve en ligne : le fonds SPAF et le fonds MUT.

- En 2017, un site Web interactif Neue Frauenbewegung 2.0 (Nouveau mouvement des femmes 2.0) a été lancé, en partenariat avec l'Université de Berne, par le Centre d'Archives sociales suisses à Zurich (Schweizerisches Sozialarchiv). Le site propose des sujets thématiques (activisme et émancipation, art, corps, culture, politiques, réseaux, économie, science...) et 18 clips vidéo qui sont des témoignages de militantes féministes. On retrouve également des propositions didactiques et des quizz sur le mouvement des femmes suisses depuis 1968.

Marine Gilis

IN MEMORIAM

MONIQUE ANTOINE (21 JUILLET 1933 - 23 MARS 2015)

La Ville de Paris a rendu hommage, le 10 mars 2018, à l'avocate féministe et cofondatrice du MLAC Monique Antoine, en inaugurant une place à son nom, à l'intersection de la rue Vieille du Temple et de la rue des Franc-Bourgeois, tout près de l'ancien local du MLAC.

Nous reproduisons ici, avec son autorisation, une grande partie du discours de Martine Storti lors de cette cérémonie¹.

[...] Nous célébrons aujourd'hui Monique Antoine, avocate, militante féministe. Mais l'engagement politique de Monique n'a pas commencé avec le féminisme. Avant il y a eu l'engagement en faveur de l'indépendance de l'Algérie.

1960: la guerre d'Algérie dure depuis 6 ans, les appelés sont nombreux à traverser la Méditerranée, mais il y a aussi des insoumis et des déserteurs qui ne veulent pas de ce combat et qui font le choix politique d'aider les Algériens. Un réseau les soutient, il s'appelle «Jeune résistance». Cela convient à Monique Antoine, elle a 27 ans, et «résister», oui, il le faut. Mais elle ne fait pas que soutenir les insoumis et les déserteurs, il lui arrive aussi d'héberger des militants algériens du FLN, ce qui lui vaudra une arrestation en 1961 et un enfermement de plusieurs mois à la prison de femmes «la Petite Roquette» d'où elle ne sortira qu'après la signature des accords d'Évian en mars 1962.

C'est pendant ces mois passés en prison que Monique Antoine comprend l'importance du rôle d'un avocat, métier qui sera le sien pendant près de 40 ans. Avocate, c'est-à-dire pour elle, défendre des personnes et défendre des causes, inlassablement, au long de ces années, dans un mélange d'engagement, de générosité, d'humour et de modestie.

Monique Antoine ne cherchait pas les micros et les caméras, mais elle était là, et bien là.

Là pour participer en 1971, avec Michel Foucault et Pierre Vidal-Naquet, à la création du GIP (Groupe d'information sur les prisons).

Là pour faire partie du collectif d'avocats qui en 1972 défend, lors du procès de Bobigny, la jeune Marie-Claire qui avait avorté après un viol.

Là pour cofonder, en 1973, notamment avec Jeannette Laot, alors membre de la direction de la CFDT, et Simone Iff, présidente du Planning familial, le MLAC (Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception) et le présider jusqu'en 1975.

Car le MLAC en effet fut fondé puisque c'était une association avec des statuts, tandis que le MLF, contrairement à la prétention vulgaire de certaine, ne fut jamais fondé, ou alors s'il le fut, en tant que mouvement, c'est par des centaines, des milliers de femmes!

1. On retrouve l'intégralité de ce discours sur le blog de Martine Storti: <http://martine-storti.fr/inauguration-de-la-place-monique-antoine-10-mars-2018/>

Ce combat pour la libéralisation de l'avortement fut rude, il a fallu rester sourd aux injures, aux anathèmes, aux menaces. Il a fallu d'autres fois y répondre, pour briser l'hypocrisie, l'hypocrisie de ceux qui s'opposaient à l'avortement tout en sachant qu'il était pratiqué et le plus souvent, surtout pour celles qui n'avaient pas les moyens d'aller en Suisse et en Angleterre, dans des conditions qui mêlaient la culpabilité, la peur, la clandestinité, le danger aussi d'y perdre la vie ou d'en rester à jamais abîmée.

Mais ce fut aussi un combat où, comme le souligne Monique dans son article sur le MLAC dans le livre collectif *Le féminisme et ses enjeux*, «sur un problème aussi grave qui touche à la vie, à la mort, à l'enfance, à la sexualité, nous avons su parler et agir sans hypocrisie, sans dogmatisme, avec humanité, humour et intelligence».

Humanité, humour, intelligence, ces mots conviennent parfaitement aussi pour décrire Monique Antoine.

Le MLAC s'installe rue Vieille du Temple, à deux pas du domicile de Monique et je la cite encore : «ce ne fut pas facile de trouver un local pour une association dont le but déclaré était la liberté de la contraception et de l'avortement, nous l'avons repeint en blanc, en bleu, nous avons placé des gros coussins, des rideaux, des affiches, ah nos affiches, le bébé du MLAC, hilare parce qu'il était désiré!»

Impossible de tout raconter, le combat paiera, puisqu'en janvier 1975 avec le vote de la loi Veil, l'avortement est enfin autorisé.

Monique quitte alors le MLAC, mais cela ne signifie pas qu'elle cesse de lutter, car bientôt un autre combat va être mené, lui aussi lié au corps des femmes, et donc à leur libération, celui contre le viol.

Nous sommes en 1976, le viol est inscrit dans la loi comme un crime, mais dans la très grande majorité des cas, les violeurs ne sont pas jugés par une cour d'assises mais par un tribunal correctionnel, ce qui signifie que le viol a été disqualifié en coups et blessures. Donc commence une campagne contre cette disqualification. La stratégie adoptée est d'obtenir d'une part que les victimes osent porter plainte, qu'elles cessent d'être considérées comme des coupables, d'autre part que les violeurs soient jugés par une cour d'assises.

Monique Antoine, avec d'autres avocates, notamment Josyane Moutet, Colette Auger, s'engage dans cette campagne. Ce fut un combat difficile et douloureux. Douloureux parce que, contrairement à ce qui s'était passé pour l'avortement, c'est de son propre camp, de son camp politique, la gauche, l'extrême gauche, de ses confrères, de ses amis, que Monique Antoine, comme les autres avocates, comme les autres féministes, reçoit les plus vives critiques et accusations.

Ah certes, nos camarades gauchistes étaient contre le viol, ah certes, ils considéraient que les violences contre les femmes, ce n'était pas bien ! Mais enfin les Assises, non, fallait pas. N'était-ce pas cautionner, pour reprendre le langage de l'époque, «la justice bourgeoise»? Quand un patron comparait devant elle, quand un flic y était conduit pour avoir battu ou tué un immigré dans un commissariat, il s'agissait alors de la justice tout court. Mais quand des féministes y plaidaient contre des violeurs, elles cautionnaient la «justice de classe», alimentaient la répression et l'idéologie sécuritaire.

Pire encore, ne se faisaient-elles pas complices du racisme puisque, bien évidemment, un immigré, un Noir, un maghrébin, un arabe (on ne disait pas alors «musulman», ou «racisé») accusé serait évidemment bien plus facilement inculpé et condamné qu'un bon bourgeois propre sur lui ou qu'un Dupont Lajoie à la mode Boisset!

C'était vrai. Et nous le savions. Et Monique Antoine le savait. Et pour elle qui avait été solidaire des Algériens, et pour elle qui avait fait de l'antiracisme l'une de ses feuilles de route, c'était une souffrance de recourir à ces foutues Assises ! Mais elle continua, elle continua parce que le viol, quel qu'en soit l'auteur, est un viol. Et qu'il n'appartient pas à la femme violée de porter le poids des injustices sociales.

Ces deux thèmes de lutte que je viens d'évoquer, celui du droit à l'avortement et celui des violences faites aux femmes, sont hélas encore d'actualité.

Je ne peux évidemment pas tout rappeler aujourd'hui, juste encore une anecdote, quand même, plus drôle celle-là, lorsqu'elle fut l'une des 21 avocates à porter plainte en diffamation contre Jean Cau, alors journaliste à *Paris Match*. Dans un article publié en juin 1978, Jean Cau déplorait la féminisation de la profession d'avocat et les dangers qu'elle représentait. Pensez donc les avocates, donc des femmes, se sauraient pas résister aux manœuvres de séduction que les «truands», c'était son mot, exerceraient à leur endroit ! Avec des femmes avocates, c'était certain, la justice était en péril ! «Les femmes attaquées aujourd'hui, souligna Monique dans sa plaidoirie, sont des juges, des avocates, demain, dans un autre article, elles seront médecins ou ingénieurs, ce que certains ne supportent pas, c'est que les femmes agissent, qu'elles participent aujourd'hui de la connaissance, de la mort, de l'égalité et de la liberté». Les 21 gagnèrent leur procès.

Égalité, liberté, des principes politiques car l'émancipation des femmes est un enjeu politique. Monique était une femme de gauche, une féministe, une combattante, c'était aussi une femme généreuse, oui, générosité est le mot dont il faut user pour qualifier Monique Antoine, générosité de l'engagement, souvent au détriment de sa carrière, générosité pour conseiller gratuitement celles qui ne pouvaient pas payer.

Cette générosité était aussi celle de son mari, le docteur Daniel Timsit, que je ne peux dissocier de Monique, Daniel qu'elle rencontra en 1963 lors d'un voyage dans l'Algérie indépendante, Daniel Timsit, petit-fils d'un grand rabbin de Constantine et militant du FLN, membre du premier gouvernement de l'Algérie indépendante, exilé en France après le coup d'État militaire de 1965.

Je veux aussi rappeler le souvenir de son père et de sa mère, celle que beaucoup appelaient «bonne maman» et que moi j'appelais «madame Antoine». Je n'ai jamais appelé ainsi Monique. Il m'arrivait de lui donner en souriant du «Maître Antoine», et immanquablement Monique ajoutait «sur son arbre perché».

Je ne sais pas trop, chère Monique, où tu es perchée aujourd'hui, ton nom lui, va l'être sur cette place qui n'est pas très grande. En revanche, ta place est très grande dans nos cœurs, comme elle est grande dans le combat féministe et dans celui des femmes et des hommes pour une société plus juste et plus fraternelle.

Je vous remercie.

Martine Storti

La cérémonie s'est terminée avec l'*Hymne des femmes*, chanté par toutes les personnes présentes.

La réalisatrice Charlotte Silvera a filmé cette matinée du 10 mars 2018, voici le lien pour consulter ce film : <https://www.youtube.com/watch?v=VIAAn7GDgP5Y>

COLETTE GUILLAUMIN (28 JANVIER 1934 - 10 MAI 2017)

Au sein de la pensée féministe française d'après 68, Colette Guillaumin frappe par la force de son œuvre théorique et politique ainsi que par sa trajectoire intellectuelle atypique. Malheureusement, son décès récent nous rappelle que son apport demeure inconnu du grand public. Il est urgent de relire ses textes qui n'ont rien perdu de leur pertinence critique et qui continuent à éclairer notre présent.

Sociologue et figure incontournable du féminisme matérialiste et de la sociologie du racisme en France, Colette Guillaumin a suivi des études de psychologie et d'ethnologie. En 1969, elle soutient au CNRS sa thèse, dirigée par Roger Bastide, sur « Un aspect de l'altérité sociale. L'idéologie raciste » qui fera l'objet de publication : *L'idéologie raciste. Genèse et langage actuel* (Paris, La Haye, Mouton, 1972). Cet ouvrage pionnier analyse le racisme comme un système de pensée ayant émergé dès le XVIII^e siècle, qui produit la « race » comme « modalité de distinction » et signe supposément ancré dans la Nature et la biologie, organisant ainsi l'exclusion sociale et politique. L'étude rencontre peu d'écho à l'époque et, à ce jour, n'a jamais été traduite.

À partir des années 1970, Colette Guillaumin ouvre un champ à la croisée de la sociologie du racisme et de la sociologie des rapports sociaux de sexe. Deux champs à l'époque très disqualifiés et encore illégitimes dans le contexte académique français, malgré l'influence de la pensée de Simone de Beauvoir, Colette Audry, Frantz Fanon et Albert Memmi dans ces domaines.

À partir de 1969, elle engage son travail académique collectif très ancré dans les postures militantes qui sont les siennes depuis la fin des années 1950. Sa lutte contre le fascisme et ses prises de positions politiques marquées à gauche trouvent leurs expressions dans sa participation au groupe informel au laboratoire de sociologie de la dominance (LSD) auquel participent également Nicole-Claude Mathieu, Colette Capitan et Jacques Jenny. Parmi ses nombreuses contributions, elle est co-fondatrice en 1981 de la revue *Le Genre humain*.

Aux côtés d'autres féministes matérialistes, dont Monique Wittig, Nicole-Claude Mathieu et Christine Delphy qui ont été actrices des premières actions publiques du Mouvement de Libération des Femmes et autres collectifs radicaux, Colette Guillaumin fonde la revue *Questions Féministes* en 1977, avec Simone de Beauvoir qui prête son nom comme directrice de publication. La revue se définit comme anti-essentialiste et prône une épistémologie féministe radicale. Elle se distingue d'autres revues féministes nées au même moment par son approche pluridisciplinaire et théorique. Guillaumin y publie d'importantes contributions à l'analyse des rapports sociaux de sexe : en 1978 (n° 2 et 3), « Pratiques du pouvoir et idée de Nature. L'appropriation des femmes », puis « Question de différence », en 1979 (n° 6).

C'est à partir de son analyse du racisme comme forme idéologique qui marque les corps d'une différence soi-disant « naturelle », que Guillaumin invente le concept de sexage (catégorie analytique qui prend appui sur les notions et pratiques d'esclavage et de servage) afin d'appréhender et d'analyser la « réalité matérielle des relations de pouvoir et leur forme mentale » dans une perspective matérialiste (p. 9, 1992). Dans l'ouvrage publié en 1992 et qui reprend nombre de ses articles, *Sexe, race et pratique du pouvoir: l'idée de nature*¹, Guillaumin part du constat

1. Colette Guillaumin, *Sexe, race et pratique du pouvoir: l'idée de nature*. Paris, Côté-femmes, « Recherches », 1992 [réédité en 2016 aux éditions iXe].

que le « corps est un réservoir de force de travail, et c'est en tant que tel, qu'il est approprié » (*ibid.*, p. 18) afin de démontrer comment se constituent les classes de sexe par et dans le rapport d'appropriation matérielle et idéologique des femmes (à travers « l'appropriation du temps », le « confinement dans l'espace », l'instrumentalisation du corps féminin, « l'obligation sexuelle » et sociale à travers le mariage, la pratique de la violence, la légitimation par le droit, et le « discours de la nature »).

Tout au long de son œuvre, Colette Guillaumin ne cesse de démontrer que s'il existe une hétérogénéité à l'intérieur de la classe des femmes, toutefois il subsiste des groupes concrets matériellement efficaces dans le rapport social dont la catégorisation est réactualisée selon les contextes sociaux, politiques et historiques. C'est donc bien le rapport social qui constitue le groupe social femmes. Tout comme le racisme produit la race, et non le contraire, le sexisme produit le sexe par l'effet du rapport de domination qui réduit les dominé-e-s à des choses ou des objets naturels. Au fondement de ses analyses se trouve une critique de la manière dont l'idée de nature, comme justification de l'appropriation individuelle et collective, agit afin de légitimer l'assujettissement et la domination de certains groupes sociaux, « aujourd'hui principalement « portée » par la classe des femmes » (*ibid.*, p. 61).

Malgré la portée radicale de sa pensée, le travail théorique de Guillaumin ne sera plus largement reconnu qu'à partir des années 1990 et la publication de *Sexe, Race et Pratique du Pouvoir* (1992). Si son travail est traduit dès 1975 par la sociologue Danielle Juteau, il n'a été que tardivement diffusé parmi les milieux universitaires et féministes militants anglo-saxons où Guillaumin demeure une figure méconnue, au contraire de Monique Wittig et Christine Delphy. Ce n'est qu'en 1995 qu'est publiée la première traduction systématique de ses articles les plus importants, sous le titre *Racism, Sexism, Power and Ideology* (London : Routledge). Depuis peu, sa pensée est considérée comme incontournable grâce à la traduction de ses articles parus dans *Questions Féministes* et leur inclusion dans des collections anglophones d'introduction à la pensée féministe française, notamment *French Feminism Reader* dirigé par la philosophe américaine Kelly Oliver (New York : Rowman & Littlefield, 2000). L'œuvre de Guillaumin est, de même, redevenue sujet d'analyse et de discussion, notamment autour des échanges qu'elle permet autour de la pensée féministe *intersectionnelle* qui relève des Critical Race Studies et Black Feminist Studies américaines, et de la réévaluation critique contemporaine des généalogies matérialistes, poststructuralistes, et autres qui ont irrigué les études de genre françaises.

Natacha Chetcuti-Osorovitz
(sociologue, Centrale Supélec et IDHES-ENS Paris-Saclay)
et Sandrine Sanos
(historienne, Texas A&M University - Corpus Christi)

NDR: On pourra également consulter la notice « Colette Guillaumin » faite par Isabelle Lacoue-Labarthe dans le *Dictionnaire des féministes. France XVIII^e-XXI^e siècle*, sous la direction de Christine Bard avec la collaboration de Sylvie Chaperon, Paris, Puf, 2017, p. 694-696.

MARIE-HÉLÈNE ZYLBERBERG-HOCQUARD (1940-2018)

À 78 ans, Marie-Hélène Zylberberg-Hocquard, historienne féministe des ouvrières en France du xix^e et du premier xx^e siècle nous a quittés, avec l'élégante discrétion qu'elle prisait, tant dans son existence professionnelle que dans sa vie privée. Elle rejoint son époux l'historien moderniste Michel Zylberberg, décédé en 2009.

Menant de front une généreuse carrière d'enseignante, au lycée d'Etampes, puis au Lycée Montaigne et au Lycée Molière en classes préparatoires littéraires, à Paris, et un parcours de chercheuse exigeante, elle a incontestablement enrichi l'histoire sociale de ses travaux pionniers sur le travail féminin et le syndicalisme, dont témoignent les deux livres issus de sa thèse d'État, *Féminisme et syndicalisme en France* (Paris, Anthropos, 1978) et *Femmes et féminisme dans le mouvement ouvrier français* (Paris, Éditions ouvrières, 1981). Nous lui devons également plusieurs articles publiés dans *Le Mouvement Social*, *la Revue du Nord*, *Travail, genre et société*.

Discrète et modeste, Marie-Hélène Zylberberg-Hocquard aimait le partage de la recherche qu'elle a pratiqué notamment comme membre active du conseil scientifique de l'Institut CGT d'histoire sociale et du comité de rédaction des *Cahiers* du Groupe d'Études sur la Division sociale et sexuelle du travail. Jusqu'à sa disparition, elle n'a eu de cesse de poursuivre ses réflexions, à la croisée disciplinaire entre histoire et sciences sociales, sur les mouvements sociaux et le féminisme.

Soucieuse de ne pas figer l'histoire en «une discipline commémorative», Marie-Hélène Zylberberg-Hocquard avait toujours à cœur de faire dialoguer passé et présent, notamment sur le terrain des luttes sociales. En ce sens, les conclusions d'un colloque sur les ouvrières de la fabrique d'armes d'Herstal (Belgique) qu'elle a livrées en 2016 ont incontestablement valeur de testament intellectuel et politique, voir <http://www.carhop.be/revuescarhop/index.php/category/revue-0/revue-00/>

Laurent Brassart
(MCF Lille Histoire moderne)

NELLY TRUMEL (1938-2018)

Le 3 décembre 2018, Nelly Trumel nous quittait. Féministe, anarchiste, peintre de grand talent et photographe, elle laisse une œuvre militante et artistique considérable. Elle laisse aussi un grand vide chez les personnes qui ont eu la chance de la connaître et d'apprécier sa bienveillance, son humour et la sincérité de ses engagements.

Née le 12 août 1938 à Paris, Nelly grandit à La Varenne Saint-Hilaire dans une famille catholique dominée par un père qu'elle qualifiait de tyran. Sa mère, qui avait été contrainte d'abandonner ses études, la pousse à investir le champ scolaire. Nelly intègre le lycée Marcelin Berthelot à Paris grâce à ses bons résultats en mathématiques. Elle obtient un baccalauréat scientifique avec mention et entre ensuite à l'École polytechnique féminine. En vacances, elle rencontre celui qui, trois ans après, deviendra son mari. Elle abandonne ses études en dernière année. Elle donne naissance à un fils en 1960 et à une fille six ans plus tard, se consacrant entièrement à leur éducation. Cette situation de femme au foyer la rend d'autant plus malheureuse que son mari se montre psychologiquement violent avec elle.

L'année 1968 va constituer pour elle un moment d'ouverture important : elle participe à la création des foyers socio-éducatifs et devient, avec son mari, parent d'élèves dans l'école de ses enfants. Elle s'investit à la FCPE jusqu'à la fin des études de sa fille. Cet engagement est pour elle l'occasion de sortir d'un foyer dans lequel elle se sent confinée. Pendant trois mois, elle intègre aussi la Grande loge féminine de France mais l'expérience ne lui convient pas. Une amie parent d'élèves lui offre le livre *Du côté des petites filles*, d'Elena Gianini Belotti. Dans la foulée, Nelly lit aussi *Le Deuxième sexe*, de Simone de Beauvoir. Ces deux ouvrages la marquent profondément et constituent le début d'un intérêt ininterrompu pour l'histoire et la cause des femmes.

Elle décide de reprendre la peinture qu'elle pratiquait pendant l'enfance et se forme seule en devenant copiste au Louvre. Cette autonomisation progressive lui vaut des scènes de jalousie aiguë de son mari auquel elle commence à résister. En 1973, elle entame une psychanalyse qui l'aide à prendre conscience des violences continues qu'elle subit. Après quatorze années sur le divan, elle divorce. N'ayant ni métier, ni diplôme, elle commence à exercer différents petits emplois alimentaires et vend quelques copies de peintures. Grâce à ces activités, elle réussit à financer les études privées de sa fille.

Peu de temps après son divorce, Nelly contacte Radio libertaire, qu'elle écoutait régulièrement alors qu'elle était mariée. Elle décide de proposer bénévolement ses services et est très bien reçue. Dans un premier temps, elle accueille les invités, balaye le studio, répond au téléphone. En 1984, elle adhère à la Fédération anarchiste et commence à militer dans la Commission Femmes. Elle se forme à la technique radiophonique et obtient une plage horaire sur Radio libertaire, pendant laquelle elle propose un programme musical. Lassée de cette formule, elle intercale des informations entre les morceaux. En 1986, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la révolution espagnole, toutes les émissions de la station doivent traiter de l'événement. Nelly lit l'ouvrage de Mary Nash intitulé *Mujeres Libres*, sur l'organisation de femmes anarchistes espagnoles, et choisit de consacrer son émission à ce mouvement. Elle prend alors conscience du faible nombre d'émissions de radio s'intéressant aux femmes et crée l'émission « Femmes libres », qui devient un rendez-vous hebdomadaire consacré aux luttes des femmes pour l'égalité en

1986. Elle y reçoit des invitées, chercheuses ou militantes féministes de tous horizons. En parallèle, notamment pour enrichir le contenu de son émission, elle se rend à diverses réunions féministes à la Maison des femmes, elle fréquente ponctuellement des groupes comme la CADAC, le CNDF, les Chiennes de Garde et le RAJFIRE. Elle adhère à la Marche Mondiale des Femmes dès son début en 2000.

À partir de 1997, elle n'anime plus l'émission que deux fois par mois, les autres rendez-vous étant confiés à Hélène Hernandez et Élisabeth Claude. Elle se concentre sur sa carrière de peintre et construit une œuvre considérable centrée sur l'étude de la lumière et mettant en scène des objets du quotidien. Spécialisée dans la peinture de natures mortes, et plus particulièrement de fruits et légumes, elle a pour sujets de prédilection les « patates germées », qu'elle présente à la fois comme le « signe de l'éternel esclavage des femmes » et des armes à « balancer à la tête de son oppresseur ». Nelly Trumel, sociétaire de la Société des artistes français, du Salon violet et de la Fondation Taylor, expose à Paris.

Pour celles et ceux qui voudraient en savoir davantage sur cette grande féministe et sur son œuvre artistique et militante, un mémoire de Master d'histoire, réalisé par Mathilde Leroy sous la direction de Christine Bard, a été consacré à l'émission Femmes libres. Le fonds Nelly Trumel au Centre des Archives du féminisme rassemble aussi de riches sources : on y trouve plus de 1 600 heures d'émissions de radio, enregistrées sur des cassettes en cours de numérisation, ainsi que toute la documentation accumulée pour la préparation de ses émissions. Enfin, le témoignage de Nelly a été recueilli par Françoise Flamant et Barbara Wolman dans le cadre du projet *Témoigner pour le féminisme*.

Dans une interview qu'elle avait donnée pour un de nos précédents bulletins, à la question « quelle est ta féministe préférée ? », Nelly répondait : « en nommer une serait trahir les autres et établir une hiérarchie. Beaucoup m'ont beaucoup apporté ». Cette réponse exprime parfaitement le sens aigu de la sororité qui la caractérisait.

Marion Charpenel



**COLLOQUES,
JOURNÉES
D'ÉTUDE,
RENCONTRES**

QUELQUES MOTS À PROPOS DU COLLOQUE « LES FÉMINISTES ET LEURS ARCHIVES (1968-2018) : MILITANTISME, MÉMOIRE, RECHERCHE »



Du 26 au 28 mars 2018 s'est tenu à l'Université d'Angers un colloque international intitulé « Les féministes et leurs archives (1968-2018) : militantisme, mémoire et recherche ». Ce colloque - organisé par une partie des membres du CA de l'association Archives du féminisme, en collaboration avec Pauline Boivineau et soutenu par plusieurs institutions en Europe - avait pour ambition

d'engager une vaste réflexion sur la constitution, la conservation et les usages des archives féministes, en favorisant le dialogue interdisciplinaire et international. Le défi a été relevé : la trentaine d'interventions de chercheur-es, d'archivist-es, et de militant-es féministes se sont révélées d'une grande richesse et ont permis d'avancer dans la compréhension des conditions politiques et matérielles de la conservation des traces. Y étaient par exemple représentées et interrogées les archives de divers territoires : Angleterre, Belgique, Espagne, Italie, Israël, Hongrie, Nigéria, Suisse, URSS, en supplément de la France.

Les trois journées ont été divisées en 7 sessions intitulées « Le sujet politique de l'archivage féministe », « Histoire de fonds et de centres d'archives », « La place des archives dans les recherches sur la mémoire », « Donner et valoriser à Angers : le Centre des Archives des féministes (CAF) », « Des entraves à la conservation des archives féministes », « Archives artistiques et littéraires : des archives féministes à part (entière)? » et « L'évolution et la variété des formes d'archives ». En plus d'une visite du Centre des Archives des féministes, des intermèdes artistiques ont également été proposés : une performance théâtrale intitulée *Voix de Femmes dans la mêlée (1914-1918)*, mis en musique par Philippe Bertin avec Mathilde Forget ; ainsi que deux expositions (« Portraits de féministes » de la photographe Laurence Prat et « Les féministes et leurs archives » de Claire Judais). Ces trois journées ont donné lieu à des échanges intellectuels denses mais aussi à des moments de convivialité très agréables.

Alors que les actes du colloque sont en cours d'édition, nous pouvons déjà rapidement dresser quelques conclusions transversales à l'ensemble de ces journées.

Tout d'abord, dans son ensemble, le colloque a montré la difficulté à aboutir à une définition claire et définitive de la qualification d'« archives féministes ». Par exemple, l'accueil d'archives de mouvements antiféministes au sein de centres d'archives féministes pose la question de la définition des frontières de cette catégorie et de la nécessité d'interroger le sujet politique de l'archivage féministe.

Ensuite, un des aspects sur lequel a insisté la quasi totalité des interventions est la dimension matérielle de l'archivage. Il a été régulièrement rappelé la fragilité

des archives, les enjeux financiers autour de la conservation et les possibilités offertes par la numérisation. Cette question de la numérisation a aussi permis de soulever des questionnements sur la diffusion des archives et leurs usages : par exemple, la disponibilité des archives féministes en ligne expose à des instrumentalisation antiféministes de ces sources auxquelles il faut savoir répondre.

Dans la lignée de cette réflexion sur les usages, il a été rappelé le rôle du développement de la recherche féministe (en particulier l'histoire, mais pas seulement) dans la constitution et le maintien de centres d'archives, tout en insistant aussi sur la nécessité de multiplier les lieux de rencontre entre chercheur-es et militant-es, afin de ne pas négliger le regard singulier sur les archives de ceux et celles qui les produisent. À l'image des échanges occasionnés par ce colloque, le caractère heuristique des croisements entre démarche scientifique et démarche politique a été souligné.

Il est bien sûr difficile de rendre compte en quelques mots de la teneur des réflexions engagées dans le cadre de ce colloque tant elles ont été stimulantes, mais les actes de ces rencontres devraient paraître dès 2019 dans la collection Archives du féminisme, aux Presses Universitaires de Rennes. Nous ne pouvons que vous recommander de vous les procurer à leur sortie !

Marion Charpenel
Audrey Lasserre

1968-2018 : LES MAIS DES FÉMINISTES... LUTTES DES GROUPES FEMMES D'ENTREPRISES ET DES COMMISSIONS SYNDICALES PARIS, 5 MAI 2018

L'objectif de ce colloque, organisé par le Collectif national pour les droits des femmes (CNDF), n'était pas de « commémorer mai 68 » mais de célébrer la filiation entre ce mouvement - dans lequel les femmes ont été très actives, même si leur parole est restée bien longtemps « oubliée » - et la « déferlante » féministe des années 1970. Et il avait deux particularités. La première apparaît dans son sous-titre : parler des luttes des groupes femmes d'entreprises et des commissions syndicales, c'était aborder tout un pan de la deuxième vague du féminisme jusqu'ici assez peu étudié par le monde de la recherche. La seconde particularité était qu'il reposait essentiellement sur les témoignages d'actrices des luttes de ces années-là, présentes dans le mouvement de 68, comme travailleuses ou étudiantes, et



à l'initiative, quelques années plus tard, de groupes femmes et de commissions syndicales femmes sur leur lieu de travail.

Cette journée était dédiée à la mémoire de Mam (Marie-Annick Mathieu), militante féministe, syndicaliste CGT, une des animatrices de la Coordination des groupes femmes d'entreprises et membre de l'équipe des *Cahiers du féminisme*, décédée en septembre 2017, avec laquelle toutes les intervenantes avaient partagé de grands moments dans ces luttes.

Ont ensuite pris la parole des militantes d'entreprises très féminisées (Chèques postaux, banques, entreprises du textile à Toulouse) ou, au contraire, à forte masculinité (Renault). Elles ont rappelé comment, dans les années 1970, elles se sont efforcées d'impulser des commissions femmes dans leurs syndicats (la plupart étaient alors à la CFDT, l'organisation syndicale la plus ouverte et dynamique à l'époque) et ont en même temps créé des groupes femmes dans leur établissement, regroupant syndiquées - notamment CFDT et CGT, parfois d'autres syndicats - et non syndiquées, pour essayer de faire avancer les revendications spécifiques des femmes : aussi bien sur les conditions de travail dans leur entreprise, les inégalités salariales, les attitudes sexistes de leurs chefs ou de leurs collègues, que sur des questions concernant l'ensemble des femmes, à commencer par la lutte pour la liberté de l'avortement ou contre le viol.

«Aux Chèques postaux, les femmes s'affranchissent !»

Gisèle Moulié (Gigi), qui travaillait déjà aux Chèques postaux de Paris, en 1968², a raconté comment la grève, après ses débuts chez Renault, s'est très vite étendue dans son entreprise et s'est poursuivie pendant un mois, avec occupation des locaux :

«Cela reste pour moi un souvenir fantastique, on avait pour la première fois l'impression d'être chez nous, presque de prendre le pouvoir ! On discutait pendant des heures de l'organisation du travail, de la hiérarchie, de la notation, etc. Tout le monde se parlait, et c'est la première fois que j'ai entendu évoquer l'avortement, qui jusqu'ici restait quelque chose de secret, qui relevait du privé.»

Les femmes ont été nombreuses à s'engager dans cette grève, beaucoup y ont joué un rôle important - mais c'est un homme, un militant CGT, qui en était le leader... :

«Et c'étaient les filles qui faisaient la plonge pour les 300 couverts du Comité de grève, tous les jours. À ce moment-là, on ne remettait pas en cause la répartition des rôles femmes/hommes.»

Les choses ont bien changé lors de la grande grève des PTT d'octobre-novembre 1974, qui portait sur les salaires et a duré 37 jours. Cette fois, ont expliqué Gigi et ses camarades Jeanne Couderc et Patricia Caille, les femmes y ont pris beaucoup plus leur place, manifestant avec une grande banderole «*Les femmes*

1. Les intertitres de cet article reprennent les titres des interventions lors du colloque.

2. Cet établissement comptait à l'époque plus de 12 000 employé.es, dont moins de 10% d'hommes. La moyenne d'âge était alors de 27 ans. Aujourd'hui il n'y a plus qu'un millier de femmes, dont la moyenne d'âge est de 57 ans.



Groupe femmes Chèques postaux - PTT, manifestation 8 mars 1983

aussi ce n'est qu'un début, nous ne nous tairons plus!». Et, pendant la grève, elles ont organisé avec la CFDT et le Planning familial un débat sur l'avortement et la contraception qui a rassemblé 300 personnes. Les militantes ont ensuite mis en place, dans le local syndical, des permanences avec des conseillères, des avocates ou des médecins, que les employées pouvaient venir consulter pendant le temps de travail sans en avertir leur conjoint ou leur famille - ce qui à l'époque n'était pas toujours facile.

«De la plume d'oie à l'ordinateur dans les banques»

Françoise Pierquin (Crédit Lyonnais) et Danielle Riva (BNP) se sont ensuite relayées pour donner l'exemple des banques. Au Crédit Lyonnais, tout a démarré lors d'une grève, en 1974 également, enclenchée dans un service et qui s'est tout de suite étendue à tout le Crédit Lyonnais, puis aux autres banques. Une grève très dure, inhabituelle dans un milieu traditionnellement peu syndiqué, avec piquets de grève et occupation des centres informatiques, bloquant ainsi toute l'activité bancaire. Grève très suivie, qui a duré 2 mois, et couronnée de succès en termes de salaires, de jours de congés, de revalorisation de postes de travail. Mais, après la reprise du travail, plusieurs femmes ont commencé à discuter entre elles : pourquoi étaient-elles si peu nombreuses à prendre la parole dans les réunions, alors qu'elles étaient largement présentes dans toutes les actions? Pourquoi aucune revendication spécifique n'avait-elle été abordée (écarts de salaires femmes/hommes, cantonnement dans les postes les moins qualifiés, absence de formation, etc.)? Décision est alors prise de créer un groupe femmes :

« Nous voulions réfléchir par nous-mêmes et débattre ensemble de notre vécu quotidien à la maison, dans la société et dans l'entreprise. Nous voulions élaborer nos propres revendications et nos propres moyens d'action, en toute



Tabliers de la Coordination des groupes femmes d'entreprises, manifestations début années 1980

indépendance des partis et des syndicats. Personne mieux que nous-mêmes ne pouvait faire cette analyse de notre vie de femme et de salariée.»

Leur objectif était double : lutter pour l'égalité des droits et des salaires dans l'entreprise, et contre toutes les formes d'oppression dans la famille et dans la société.

Premier moyen pour toucher les autres femmes, la diffusion de tracts, rédigés avec une liberté de ton assez peu habituelle dans le milieu des banques, plutôt rigide et conservateur, dominé par les hommes. En même temps, plusieurs décident de rejoindre la CFDT, le syndicat qui avait été moteur durant la grève, et d'y créer une commission femmes. Ce qui leur a permis de «pousser les feux dans le syndicat lui-même», tant au niveau de l'entreprise qu'au niveau de la Fédération Banques, avec des revendications locales aussi bien que générales, essentiellement le refus du temps partiel et l'exigence de la réduction du temps de travail pour toutes et tous, en même temps que le droit à l'avortement. Elles interviennent également dans les comités d'établissement et obtiennent par exemple la suppression du cadeau offert par le CE pour la fête des mères (le dernier fut un plat à asperges!) remplacé par un livre donné à toutes les femmes le 8 mars, en leur proposant un choix de livres qui avaient tous un rapport avec les femmes :

«Nous avons pu ainsi distribuer le livre *Notre corps, nous-mêmes* à pratiquement toutes les femmes, tant la demande fut importante pendant 3 ans. Nous avons aussi obtenu que les jouets pour Noël ne soient plus distincts garçons/filles et que les structures d'accueil pour les enfants soient une priorité (y compris des crèches interentreprises).»

En même temps, elles organisent à l'heure du déjeuner des débats dans l'entreprise, animés par la commission Planning Familial créée avec le MFPF, et qui sont toujours bondés (sur l'avortement et la contraception, le viol, la prostitution, le divorce...). Toutes ces actions ont eu des résultats positifs, estiment ces militantes :

«Des postes hier réservés aux hommes sont devenus plus accessibles aux femmes, réduisant par là même l'écart de salaires. Et nous avons pu constater,

chez les personnels, une évolution générale des mentalités sur la compréhension des discriminations des femmes au travail et sur les questions de société.»

Le Groupe Femmes du Crédit Lyonnais a également participé activement à toutes les initiatives nationales pour le droit à l'avortement ou contre le viol : « et c'est par ce biais que nous avons rejoint le Mouvement des femmes ».

« Les femmes à Renault, un moral d'acier »

Changement de « décor » avec les interventions de deux anciennes de l'entreprise Renault, Emmanuelle Dupuy à Renault-Billancourt et Fabienne Lauret à Renault-Flins. Billancourt par exemple, c'est à l'époque plus de 30 000 salariés, avec une très forte majorité masculine, dont de nombreux immigrés d'origines diverses, les femmes étant recrutées principalement dans l'administration.

On sait que Renault fut le baromètre de la contestation ouvrière en France en mai-juin 1968. À Billancourt, la grève a démarré le 16 mai et s'est prolongée jusqu'au 17 juin. Les ouvriers ont obtenu principalement des augmentations de salaire et un accord sur l'exercice du droit syndical, mais aucun engagement n'a été pris sur les revendications des femmes et des jeunes. Cette grande grève a toutefois bousculé le climat de Renault, rappelle Emmanuelle Dupuy, et la situation a peu à peu évolué dans les années 1970 :

« L'interdiction pour les femmes du port du pantalon a disparu. Puis une commission syndicale femmes s'est créée à la CFDT ainsi qu'à la CGT. Une action commune CFDT-CGT est engagée sur l'évolution de la profession des dactylos, bousculée par l'informatique. Des tracts communs sur la contraception et l'avortement sont également distribués. En septembre 1973 est créé un Comité MLAC Renault, qui organise notamment la projection du film *Histoires d'A* (en principe interdit). Puis, en novembre 1976, diffusion d'un premier tract du Groupe Femmes Renault : *Qui sommes-nous ?* : son objectif est d'"aborder, entre femmes, les problèmes rencontrés par les femmes dans et hors de l'entreprise pour les analyser et agir. Pour nous, la femme ne doit pas être coupée en rondelles" ».

Outre l'organisation de débats autour de films (*Mais qu'est-ce qu'elles veulent !*, par exemple), la distribution de tracts, la vente de brochures et de livres, ce Groupe Femmes participe également aux États Généraux *Les femmes dans le travail et le*



Textes des travaux du meeting de la Coordination des groupes femmes d'entreprises, 16 juin 1979



travail des femmes³, en avril 1982, avec la diffusion d'un questionnaire-enquête auprès de leurs collègues.

Comme dans de nombreuses autres entreprises, le groupe femmes et les commissions syndicales tentent de faire évoluer les mentalités de tous, femmes et hommes, par la remise en cause de la fête des mères et par des initiatives manifestant la solidarité internationale des femmes, à l'occasion du 8 mars.

Fabienne Lauret, elle, a commencé à travailler à l'usine de Flins comme ouvrière, en 1972, dans l'atelier de couture des sièges d'automobile, un atelier de femmes entouré d'une majorité d'ateliers d'hommes. Elle évoque notamment

les attitudes et propos sexistes que les ouvrières subissent quotidiennement : « les sifflements collectifs, les remarques et blagues graveleuses au passage d'une femme dans un atelier d'hommes. L'atelier de couture était même dénommé le "parc à moules". Plus souterrains étaient le harcèlement sexuel et l'exhibition ».

Avec quelques camarades, elle a participé à la création d'un groupe MLAC en 1974. Des commissions femmes sont constituées à la CFDT (très contestataire à l'époque) et à la CGT, tenues à bout de bras par une poignée de militantes⁴.

Le colloque s'est poursuivi avec l'évocation, par Françoise Pierquin, de la Coordination des groupes femmes d'entreprises, créée par les différents groupes afin de rassembler leurs forces (outre ceux mentionnés plus haut, on peut citer les groupes femmes Honeywell Bull, PTT, CAF, Sécurité sociale, Ministère des Finances, journal *Le Monde*, etc. : au total une quarantaine en région parisienne, sans oublier ceux de province). En 1980 la coordination devient une association loi 1901, enregistrée sous le nom de GRIEFS (GRoupe Interentreprises pour l'Emploi des Femmes) : « Notre objectif était de pouvoir nous porter partie civile pour mener un procès exemplaire sur les discriminations au travail⁵. » En même temps ces groupes femmes d'entreprises ont continué à agir en commun avec les groupes femmes de quartiers, de lycées et de facultés, dans le cadre d'une

3. États généraux sur le travail des femmes, 24-25 avril 1982, organisés à l'appel de la Coordination nationale des groupes femmes, du Planning familial et de plusieurs syndicats et organisations politiques (Union région parisienne CFDT, SNEPS-FEN, UNEF-ID, CCA, JCR, LCR, PSU).

4. Fabienne Lauret a retracé toutes ses années à Flins, jusqu'à son départ en retraite en 2008, dans un ouvrage paru récemment : *L'envers de Flins, une féministe révolutionnaire à l'atelier*, préface d'Annick Coupé, Paris, Syllepse, 2018, 300 p.

5. La création du GRIEFS est publiée au JO du 9/12/1980. La présidente en est Françoise Pierquin, la secrétaire Marie-Annick Mathieu (Mam). Sur proposition d'Yvette Roudy, alors ministre des Droits de la femme, elles sont invitées, en septembre 1981, à participer, comme représentantes du GRIEFS, au Comité du travail féminin, jusqu'à la suppression de celui-ci en 1984, remplacé par le Conseil supérieur de l'égalité professionnelle (cf. archives de Marie-Annick Mathieu en cours de classement à La contemporaine/BDIC).



Cortège de la Coordination des groupes femmes d'entreprises (manifestation début années 1980).
Portant la banderole: Emmanuelle Dupuy; tenant le carnet de slogans et chansons: Françoise Pierquin

Coordination plus large, pour défendre le droit à l'avortement ou lutter contre les violences faites aux femmes, notamment à l'occasion des manifestations du 8 mars.

Il n'est pas possible d'évoquer ici tous les témoignages (voir le programme complet sur le site du CNDF⁶). Précisons toutefois que ce colloque ne voulait pas être seulement une évocation du « temps passé » : son objectif était aussi de faire le lien avec les luttes actuelles de femmes. Après le rappel, par Nadia Chaabane, des luttes des femmes immigrées depuis les années 1970, il s'est terminé avec l'intervention d'une militante d'une EPHAD (Maison de retraite), dénonçant avec vigueur les conditions de travail de plus en plus difficiles dans ces institutions, notamment le manque crucial de personnel et les conséquences souvent dramatiques pour les pensionnaires, et par un petit film sur la lutte en cours de salariées du secteur du nettoyage.

En guise de conclusion, on peut mentionner une autre particularité de ce colloque : la grande salle de la Mairie du 4^e arrondissement de Paris où il avait lieu avait été entièrement décorée par les « archives » précieusement conservées par plusieurs militantes : photos des manifestations des années 1970-1980, tracts et affiches des groupes femmes d'entreprises, articles de presse de l'époque, reproduction des couvertures de tous les journaux féministes de ces années...⁷ Archives que plusieurs de ces militantes ont prévu de déposer prochainement dans un centre d'archives.

Anne-Marie Pavillard

6. <http://www.collectifdroitsdesfemmes.org/spip.php?article494>

7. Merci à Zahra Aagsouh qui a pris de nombreuses photos de ce colloque, dont quelques-unes illustrent cet article.



**OUVRAGES,
THÈSES,
MÉMOIRES,
DOCUMENTAIRES**

LE DEUXIÈME SEXE MANUSCRIT DU TOME 1

Simone de Beauvoir

préface de Sylvie Le Bon de Beauvoir,

postface de Leïla Slimani

Cambremer, Éditions des Saints Pères, 2018, 384 p.

Quel travail admirable! s'exclame-t-on en découvrant la superbe édition du manuscrit du premier tome du *Deuxième Sexe*. Ce grand livre (33,5 cm x 24,5 cm), imprimé sur papier Avorio Fedrigoni, relié pleine toile vert foncé simplement ornée de la signature en lettres dorées de Simone de Beauvoir, est présenté dans un coffret exactement identique à la page de couverture. Cette simplicité et ce dépouillement, associés à la qualité des matériaux employés, témoignent du soin apporté à l'édition des « fragments de versions primitives », des « brouillons manuscrits et dactylographiés » (note de l'éditeur) qui ont constitué le tome 1 de l'édition de 1949, intitulée *Les faits et les mythes*.

Une préface de Sylvie Le Bon de Beauvoir, à qui l'on doit cette édition du manuscrit que lui avait légué sa mère adoptive, précède le texte du *Deuxième Sexe*. Puis défilent en fac-similé les pages de l'ouvrage qui valut à Simone de Beauvoir sa notoriété internationale et qui reste le texte de référence pour la compréhension de l'aliénation des femmes et leur libération. L'intérêt majeur de ce manuscrit - comme de tout manuscrit - réside dans la possibilité d'observer dans les détails le travail de l'autrice et le processus de création de l'œuvre. À travers les modifications apportées par Beauvoir, on suit également le cheminement de sa pensée, la nuance exacte et la difficulté de réaliser parfois l'adéquation entre idée et langage. Dans l'ensemble, les ratures et biffures de mots sont plutôt rares, de même que les notes infrapaginales. Quelquefois, un terme ne semble pas tout à fait adéquat mais les modifications portent plus souvent sur des phrases entières ou une partie du paragraphe supprimé, remplacé, formulé différemment. Le remaniement opéré par Simone de Beauvoir concerne fréquemment des paragraphes entiers déplacés et intégrés autrement dans le déroulement de l'argumentation; cependant, on remarque que de très nombreuses pages sont rédigées d'une plume assurée et ferme, révélatrice d'une pensée bien réfléchie et cohérente, qui s'exprime avec fluidité.

L'observation directe du texte en train de se faire renseigne aussi sur la composition. Sans doute Simone de Beauvoir n'a-t-elle entrepris le *Deuxième Sexe* qu'en sachant parfaitement quel était son but et comment elle allait procéder; néanmoins, le manuscrit ne laisse pas toujours entrevoir l'ordre définitif des chapitres du texte. Ainsi, tout au début, elle développe les exemples à valeur d'arguments tirés de sa connaissance de la littérature: Stendhal qu'elle apprécie, Montherlant, Claudel, D.H. Lawrence, Breton, alors que dans l'œuvre définitive, ils n'apparaissent que dans le chapitre 2 de la dernière partie intitulée *Mythes*. Sans doute s'agissait-il d'une rédaction facile, qui ne demandait aucune recherche supplémentaire,

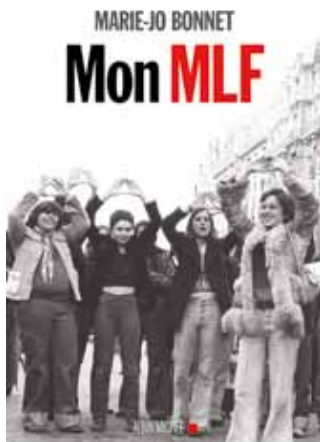


« L'intérêt majeur de ce manuscrit réside dans la possibilité d'observer dans les détails le processus de création de l'œuvre. »

dont Beauvoir pouvait s'acquitter immédiatement et qu'elle a achevée rapidement avant de se consacrer à des points plus délicats qui exigeaient d'affiner davantage l'analyse. Le manuscrit révèle donc que Beauvoir travaillait un peu «dans le désordre», l'ordre final n'étant réalisé qu'au terme de la rédaction. On découvre aussi - surtout vers la fin du manuscrit - des paragraphes à insérer à telle ou telle page précédente, tout cela en vue de la dactylographie du texte. Enfin, une post-face de Leïla Slimani met le terme final.

Cette édition de très grande qualité ravira les chercheuses et chercheurs spécialistes de Simone de Beauvoir mais aussi les lectrices et lecteurs qui admirent cette célèbre philosophe, dont *Le Deuxième Sexe* marque une date charnière dans l'histoire des femmes et de leur laborieuse émancipation de la tutelle patriarcale. Elles/ils vont attendre ardemment l'édition du second tome dont la lecture sera simplifiée par la familiarisation préalable avec l'écriture difficile à déchiffrer de Simone de Beauvoir.

Mireille Douspis



MON MLF

Marie-Jo Bonnet

Paris, Albin Michel, 2018, 416 p.

Après *Simone de Beauvoir et les femmes* (Albin Michel, 2015), l'historienne et écrivaine Marie-Jo Bonnet a choisi l'autobiographie pour livrer ce qu'a été son engagement dans le mouvement de libération des femmes. Tout en retraçant dix années d'action (1971-1981), elle restitue dans *Mon MLF* la diversité des positions qui s'y forment sans taire ses contradictions internes. Les cinquante-deux courts chapitres qui composent ce récit non dénué d'humour articulent des événements personnels aux épisodes d'une histoire collective en construction.

«Il fallait descendre un escalier en spirale pour arriver dans une cave où les journaux s'entassaient dans un désordre impressionnant.» C'est à la librairie la Joie de lire de François Maspéro qu'âgée de 20 ans, Marie-Jo Bonnet avait acheté *Le Torchon brûle*. Le terme de «libération», jusque-là associé au débarquement allié, promettait désormais de concrétiser sa propre révolte contre le modèle maternel

«La vie devenait passionnante
puisque nous pouvions
la changer.»

et la condition faite aux filles. Les premiers chapitres (1-6) donnent à lire la pluralité des groupes et des actions qui se côtoient dans un mouvement auto-organisé. L'écrivaine démarre le récit de son aventure militante en février 1971, avec une assemblée générale et le boycott d'une conférence anti-avortement. Elle trouve chez les «Polymorphes Perverses» un premier réseau de sociabilité et témoigne de la solidarité entre femmes, lesbiennes et hétérosexuelles, ainsi que de celle avec les militants d'Arcadie y compris hors des frontières.

«La vie devenait passionnante puisque nous pouvions la changer» (p. 103). Relatées dans un bouillonnement joyeux, les années 1971 à 1977 semblent représenter une phase de pratique militante et de formation politique intense, en plus d'une issue exaltante aux épreuves familiales. L'historienne pose la libération des corps comme le projet qui dès 1971-1972 rassemble le MLF et le Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR) «contre la dictature des normaux» et «la famille patriarcale capitaliste» (p. 64). Comment la mettre en œuvre? En bousculant les représentations par des actions d'éclat; en faisant reculer l'ordre moral de la loi nataliste de 1920 interdisant la contraception et l'avortement; en se forgeant une place entre le MLF et le FHAR, avec le groupe des Gouines rouges et Monique Wittig; en affirmant que l'«amour entre femmes» est révolutionnaire car il se soustrait aux cadres hétérosexuels sur les plans individuel, social et politique (7-17). La vie militante la conduit à la première manifestation pour l'avortement et la contraception libres et gratuits puis aux journées de dénonciation des crimes contre les femmes qui entendaient donner aux inculpées d'avortement les moyens juridiques de se défendre. La presse audiovisuelle reste à la porte puisque l'assemblée n'est pas mixte: existait-il seulement des femmes parmi les journalistes télévisés? (18-20)

Marie-Jo Bonnet s'est engagée parmi les Féministes révolutionnaires de plus en plus éloignées des positions de Psychanalyse et Politique et d'Antoinette Fouque. Elle explique comment dépasser les clivages autant que la nécessité de réaffirmer la diversité dans le mouvement. «Le mouvement a pour stratégie le "nous" et pour objectif le "je"» (p. 164) résume-t-elle citant Françoise Collin. La Ligue du droit des femmes redynamisait l'action, canalisait les forces en direction de la loi portée par Simone Veil (21-28). Pourtant, «après la contestation tous azimuts de la "société mâle"» constate Marie-Jo Bonnet, la mobilisation contre le viol et pour sa criminalisation a été plus lente. «Vient le moment de faire face à la violence pure, à la souffrance des femmes, à ce qui dynamite la relation homme-femme, bloquant toute possibilité d'évolution collective.» (p. 285)

À son mémoire sur l'analyse du discours dans six romans féminins (dont *Les Guerillères* de Monique Wittig) succède une thèse sur les *relations amoureuses* entre femmes¹. Parallèlement au sein de La Spirale, auprès de la plasticienne Charlotte Calmis, elle s'était étonnée: «Je ne me suis même pas interrogée sur les motivations de mes actes tellement je me sens propulsée dans la vie par des puissances qui me dépassent» (p. 220). Bien que la question des créatrices divise le mouvement, l'art s'avère un autre théâtre de libération, comme le sont le cinéma et l'écriture (29-43). Les derniers chapitres (44-52) livrent la motivation du projet que lui confia Charlotte Calmis: «Cette histoire du MLF tu l'écriras quand je serai partie. Ton livre s'appellera Subversions, avec un "s"» (p. 378-379). La plasticienne misait sur l'éclectisme théorique cher à Aline Dallier, «symbolique de la liberté de l'individu au sein du groupe» et «ferment nécessaire à l'éclatement des écoles et des chapelles» (p. 344).

L'historienne clôt la période par la double division de la solidarité entre femmes: les conflits internes et le séparatisme gai qui vont conduire Monique Wittig à prendre ses distances. Des combats restaient à mener: comment ignorer en effet le sens du soulèvement des Iraniennes après la révolution?

Immersion au cœur du mouvement, *Mon MLF* éclaire les positions actuelles du féminisme et ses ramifications par leur mise en perspective historique. Le récit

1. Denoël, 1981. Nouv. éd. Odile Jacob, 1995, rééd. 2001.

de vie rend avec force aux mouvements gay et lesbiens d'une part, à la pratique artistique d'autre part, leur statut de composantes du mouvement des femmes à part entière.

Fanny Mazzone



LA GLOBALISATION DU GENRE MOBILISATIONS, CADRES D'ACTION, SAVOIRS

sous la direction de Ioana Cîrstocea,
Delphine Lacombe et Elisabeth Marteau,
Rennes, PUR, collection Archives du féminisme, 2018,
290 p.

Publié par les PUR en 2018, le livre intitulé *La globalisation du genre*, fruit de la collaboration de trois universitaires, Ioana Cîrstocea, Delphine Lacombe et Élisabeth Marteau, rassemble les contributions de quinze spécialistes des féminismes et des études de genre. Groupés en trois parties qui traitent successivement de l'«expertise», des «mobilisations et politisations» et des «déclinaisons

bureaucratiques et marchandes», les articles s'appuient sur le témoignage vécu de multiples femmes issues d'horizons très variés puisque l'ouvrage permet de réaliser une sorte de tour du monde des luttes féministes sur le concept de genre.

En premier lieu, dans la rubrique «Expertise», Ioana Cîrstocea et Lucia Dîrenberger étudient la place de l'engagement féministe dans les pays dépendant de l'ex-URSS, la première évoquant le cas de la Roumanie et des pays d'Europe de l'Est, la seconde celui de la république socialiste du Tadjikistan. Dans

chaque cas, s'élabore un discours féministe en rupture avec la définition socialiste de l'égalité mais le durcissement du régime politique rend l'engagement très difficile pour les femmes musulmanes du Tadjikistan cependant que les

«L'ouvrage permet de réaliser une sorte de tour du monde des luttes féministes sur le concept de genre.»

Européennes de l'Est parviennent à s'engager dans les dispositifs pratiques des processus de démocratisation. L'article d'Isabelle Giraud, consacré à l'écoféminisme dans les instances internationales qui siègent à Genève, ne fait pas preuve d'optimisme. Selon elle, les questions de genre accusent une régression dans les années 2000 où l'on observe des dérives conservatrices; le système onusien restreint en effet les possibilités de se faire entendre pour les femmes, à l'exception de celles de la classe bourgeoise dirigeante.

La deuxième série de contributions s'intéresse principalement aux questions de genre dans des pays en voie de développement, où existe parfois la guerre et où la situation des femmes reste précaire. Jules Falquet et Delphine Lacombe étudient respectivement le Guatemala et le Nicaragua. La première évoque les nombreuses années de combat des femmes féministes et lesbiennes qui, durant

la guerre des années 1980, n'ont pas cessé de dénoncer les violences sexuelles, initiant ainsi une organisation collective apte à agir sur l'ensemble de la société et à mettre en œuvre des pratiques de globalisation du genre. La seconde traite des droits des femmes et des violences intrafamiliales subies durant la révolution sandiniste et de leur inclusion dans la catégorie générale des droits humains. Dans l'étude des stratégies créatives contre les inégalités en Turquie, Azadeh Kian s'intéresse au groupe de réflexion La Plateforme des femmes de la Capitale qui illustre comment les femmes des classes populaires ayant accédé à l'enseignement supérieur se réapproprient les normes internationales. En décrivant les «stratégies d'intégration de la résolution 1325 des Nations Unies en Israël et Palestine», Élisabeth Marteu aborde un cas complexe. Cette résolution, que résume la formule «femmes, paix, égalité» est sujette à des interprétations différentes dans l'un et l'autre camps et il faut la détermination, la conviction et le pragmatisme des militantes pour poursuivre le combat. Grâce à une enquête menée à Canton, Monique Selim établit que devenir lesbienne est une façon de s'émanciper en Chine et qu'en dépit de l'aide d'ONG internationales, il est très difficile de s'affirmer féministe.

Les articles de la troisième partie mettent en évidence les conséquences fâcheuses des politiques nationales et internationales sur les revendications de genre ; étudiant la République démocratique du Congo, Jane Freedom montre que les nombreuses prises de position des organismes internationaux contre les violences sexuelles ont eu des conséquences néfastes, faute de connaissance de la réalité dans le pays. Ainsi, il ne se dégage aucune solution à long terme, capable d'agir sur les causes profondes des difficultés que rencontrent les femmes congolaises. Se fondant sur l'Arabie saoudite et les «droits des femmes saoudiennes», Amélie Le Renard expose l'usage fait de ces derniers sur le plan politique. Il s'agit d'offrir l'image d'un pays avancé, ouvert à la question des droits des femmes et soucieux de modernité. La réalité, tout autre, révèle que souvent les «droits des femmes» sont utilisés contre elles. En traitant de l'Inde et des prêts financiers accordés aux femmes pour des entreprises de leur choix, Isabelle Guérin aborde un sujet de nature différente. Les femmes, à la fois travailleuses, consommatrices et emprunteuses, deviennent des sujets financiers et subissent une oppression qui s'oppose à leurs aspirations.

La conclusion des trois universitaires qui ont collaboré à la publication de cet ouvrage met l'accent sur la très grande hétérogénéité des situations rencontrées par les militantes ; malgré cela, il n'est guère d'État, quel que soit le type de gouvernement, qui puisse rester sourd à la question du genre et aux exigences que cela implique en matière de droits des femmes. Ainsi, bien que plusieurs articles n'incitent guère à l'optimisme, il n'en reste pas moins que le concept de genre progresse, porté par des militantes convaincues et combatives.

Mireille Douspis



FÉMINISMES DU XXI^e SIÈCLE : UNE TROISIÈME VAGUE ?

sous la direction de Karine Bergès, Florence Binard,
Alexandrine Guyard-Nedelec
Rennes, PUR, collection Archives du féminisme, 2017,
280 p.

À la rentrée 2017, les PUR publient un recueil d'articles, intitulé *Féminismes du XXI^e siècle : une troisième vague ?* réalisé sous la triple direction de Karine Bergès, Florence Binard et Alexandrine Guyard-Nedelec. Cet ouvrage qui s'efforce de rendre compte avec objectivité de la situation présente s'organise suivant quatre parties qui présentent environ quatre contributions chacune ; il s'agit d'abord d'établir d'où et de quoi l'on part avant d'examiner le féminisme queer et le transféminisme qui ont marqué les années 1990. Cependant, l'un des phénomènes les plus

frappants de ces récentes années est l'internationalisation des multiples nuances de féminismes grâce à l'arrivée d'internet et à la facilité de diffusion des idées.

«L'un des phénomènes les plus frappants de ces récentes années est l'internationalisation des multiples nuances de féminismes.»

En introduction générale, Karine Bergès énonce la problématique initiale, qui concerne notamment la terminologie de «vagues» utilisée au sujet des mouvements féministes. Si l'on parvient à déterminer deux premières vagues centrées autour de revendications dominantes, peut-on en dire autant des

féminismes de la fin du xx^e siècle ? Et dans son introduction à la première partie, «Transmissions et renouvellements», Christine Bard insiste sur la difficulté de périodiser les mouvements féministes successifs tant les recoupements sont nombreux. Mara Montanaro montre bien que le concept de révolution permanente cher à Françoise Collin s'oppose à la notion de dogme et de schéma préétabli. En traitant de l'Espagne, María Martínez évoque une situation limpide. Entre les générations qui ont connu le fascisme et celles d'après, les perspectives sont différentes, d'où de multiples «croisements, superpositions et hybridations en permanence». Il est impossible de distinguer un mouvement féministe homogène. Le même constat s'impose au Québec où s'exprime une pluralité de voix et voies féministes, dit Marcelle Dubé. Quant à Jeanne Burgart-Goutal, elle traite d'un féminisme anti-Beauvoir, l'écoféminisme qui se réapproprie la nature et dont la lutte anti-capitaliste inclut à la fois l'écologie et le féminisme.

La deuxième partie, intitulée «Féminismes queer et transféminismes» propose d'abord un article de Sam Bourcier qui oppose la performance queer et le néolibéralisme cependant que Luc Schicharin constate que «l'art transgenre élargit le champ des possibles en matière de résistance féministe» (p. 133-134). Après une période de nette opposition, queer et matérialisme se sont rapprochés en France et ont mis en commun leurs luttes, selon Sophie Noyé. Quant à Karine Espineira, elle ne relève pas l'émergence d'un mouvement transféministe très perceptible en France ; à ses yeux, il s'agit surtout d'un mouvement cyber, qui se traduit par des réflexions sur les blogs. Aussi, peut-on parler du transféminisme ou de multiples transféminismes.

La troisième partie, succédant à des aspects théoriques, envisage les « réseaux, stratégies et mobilisations féministes » qui ont acquis une importance toute nouvelle et décisive grâce aux technologies modernes et à internet. Bibia Pavard, favorable à une approche socio-historique, qui permette de mieux comprendre la progression du féminisme, souligne combien à l'ère d'internet, les stratégies des mobilisations féministes sont modifiées en France et de ce fait, changent peut-être un peu de nature. La mobilisation suscitée par la loi de réforme de l'avortement en Espagne fournit à Karine Bergès la possibilité d'étudier le rôle du cyberspace et de relever son intérêt dans la globalisation des luttes féministes. En même temps, sur un sujet qui sensibilise autant l'opinion publique, cela permet de prendre conscience de l'adhésion de femmes issues d'univers très différents et de mesurer l'hétérogénéité du mouvement de mobilisation. Joane Chabassier étudie plutôt le rapport au politique des mobilisations féministes au sein d'un espace de la cause des femmes et elle se demande en conclusion s'il ne conviendrait pas d'envisager la politique autrement. Il faut d'autre part noter la contribution intéressante de cinq militantes de la Barbe qui exposent les théories du genre et leur praxis militante découlant de la théorie qu'elles privilégient ; dans la mesure où c'est l'homme qui construit une identité femme, elles font le choix de commencer par déconstruire l'homme.

Enfin, la dernière partie « Circulations (inter)nationales des idées féministes » s'interroge sur l'ampleur mondiale d'un féminisme de la troisième vague, à travers trois cas : le Japon, l'Inde et les États-Unis. Traitant de la globalisation et des féminismes japonais, Christine Lévy insiste sur les enjeux du féminisme transnational à travers la question des « ianfu », c'est-à-dire des femmes de réconfort de l'armée japonaise. Caroline Michon étudie de son côté l'essor et le développement de l'organisation féministe indienne Jagori. Particulièrement intéressant, l'article de Marie-Émilie Lorenzi examine le modèle féministe atypique que représente Beyoncé en se demandant s'il ne s'agit pas d'un féminisme autre. À la suite d'une table ronde sur les féminismes au XXI^e siècle, la conclusion d'Alexandrine Guyard-Nedelec pose l'hypothèse d'une quatrième vague féministe en formation aux États-Unis. Elle insiste par ailleurs sur le rôle d'internet dans la diversification et le développement d'idées critiques, ce qui rend le mouvement féministe très actif et évolutif.

Ce livre, produit d'une triple collaboration, auquel ont contribué des universitaires d'horizons divers, dresse le bilan du mouvement féministe aujourd'hui, avec ses multiples questionnements et ses recherches. Internet et les nombreux réseaux sociaux qui participent à la diffusion des idées et réalisations nouvelles constituent l'un des phénomènes majeurs des dernières décennies et stimulent les théories et les pratiques des féministes contemporaines.

Mireille Douspis

CE QUE LE FÉMINISME FAIT AUX MILITANTES... ET À LEURS ENFANTS

C'est à résoudre cette énigme que s'attache Camille Masclét dans sa thèse soutenue en 2017 à l'Université de Lausanne et intitulée *Sociologie des féministes des années 1970. Analyse localisée, incidences biographiques et transmission familiale d'un engagement pour la cause des femmes en France*.

Cette thèse est originale à plus d'un titre. Centrée sur les féministes de la deuxième vague, elle se distingue des travaux sur cette période sur deux points au moins. Il s'agit d'abord d'une thèse qui vise à analyser les incidences des enga-

«C'est à une étude des effets du féminisme sur plusieurs générations, sur sa transmission et sur son héritage que nous invite l'auteure.»

gements féministes non pas comme on le fait généralement sur l'agenda politique, mais d'abord et avant tout sur les militantes elles-mêmes ainsi que sur leur famille et en particulier leurs enfants. Délaissant les figures les plus visibles de la cause, la thèse propose «une analyse empirique systématique des par-

ticipantes "ordinaires" aux mobilisations féministes des années 1970 dans leur ensemble et ceci quels que soient leurs devenir ultérieurs» (p. 26). En optant pour une approche localisée, comparée et «provinciale» (p. 44), Camille Masclét nous livre une enquête approfondie des militantes féministes ordinaires de Lyon et de Grenoble moins connues et reconnues que les actrices parisiennes généralement étudiées par les sciences sociales.

Si cette thèse est une contribution majeure à la sociologie des mouvements sociaux et à l'analyse des incidences biographiques de l'engagement, elle constitue surtout un apport essentiel à la connaissance de ce qu'a été le féminisme des années 1970 et prend au sérieux l'un des fondements théoriques du combat politique de cette époque centré sur l'idée que «le privé est politique». Au-delà du slogan, on voit bien dans la thèse de Camille Masclét les implications pratiques de ce mot d'ordre. L'engagement féministe a ainsi des conséquences biographiques notables permettant d'infléchir des trajectoires de vie en ouvrant aux militantes le champ des possibles ou en remettant en cause l'ordre genré de leur conjugalité par exemple. En analysant ces implications affectives, sexuelles, amicales et conjugales du militantisme, c'est donc à une étude des effets du féminisme sur plusieurs générations, sur sa transmission et sur son héritage que nous invite l'auteure. Il n'est pas simplement ici question de mémoire féministe telle qu'elle a pu être prise en charge collectivement (et bien étudiée par Marion Charpenel¹) mais bien d'une transmission à petits pas, au cœur même de la cellule familiale. C'est ainsi qu'on comprend mieux, grâce à cette thèse, quel peut être le poids d'une socialisation «féministe» et les mécanismes de la transmission de ces valeurs (à travers des pratiques culturelles, ludiques ou éducatives dans la prime enfance par exemple). Loin d'être mécanique, cette transmission que nous montre Camille Masclét est subtile

1. Marion Charpenel, «*Le privé est politique!*». *Sociologie des mémoires féministes en France*, thèse de doctorat en Science politique, sous la direction de Marie-Claire Lavabre, IEP de Paris, 2014 (Thèse à paraître au PUR, dans la collection Archives du Féminisme en 2019). Source: <http://www.archivesdulfeminisme.fr/sommaires-des-bulletins/bulletin-23/these-marion-charpenel-privé-politique-sociologie-memoires-feministes-france/>

et cependant durablement inscrite dans les *habitus* des descendant.es. Outre ses qualités d'écriture et l'apport qu'elle représente dans l'historiographie des mouvements féministes, la thèse s'appuie sur des matériaux d'une grande richesse et d'une grande diversité. Les archives – privées, publiques et associatives – sont bien sûr au cœur de l'enquête. Mais ce travail met aussi à l'honneur les entretiens biographiques (auprès des militantes elles-mêmes et de leurs enfants), une solide base de données prosopographiques (sur 700 personnes) ainsi que les résultats d'une enquête par questionnaires lancée auprès d'une population « retrouvée » de 337 femmes dont 115 ont finalement répondu.

L'ensemble de ces données empiriques, la rigueur dont fait preuve Camille Masclat dans leur recueil et leur usage font de sa thèse un travail exemplaire que toutes celles et ceux qui s'intéressent aux mouvements féministes doivent lire en priorité. L'aisance de l'écriture, la clarté du raisonnement rendent par ailleurs cette lecture plaisante, ce qui rajoute à l'exceptionnalité du travail. En raison de ses qualités, on espère la publication prochaine de ce document. En attendant, on retrouvera avec le même plaisir les analyses de Camille Masclat dans les livres et les articles qu'elle a produits.

Sandrine Lévêque
(Université Lyon 2-Triangle)

Bibliographie sélective des travaux de l'auteure

Sociologie des féministes des années 1970. Analyse localisée, incidences biographiques et transmission familiale d'un engagement pour la cause des femmes en France, Thèse de science politique et de sociologie réalisée en cotutelle entre l'Université Paris 8 et Université de Lausanne, sous la direction de Michèle Ferrand (CRESPPA-CSU) et Olivier Fillieule (IEPHI-CRAPUL), Soutenue le 20 juin 2017 à l'Université de Lausanne. Jury: Catherine Achin (rapporteuse), Felix Bühlmann, Muriel Darmon (rapporteuse), Michèle Ferrand, Olivier Fillieule, Michelle Zancarini-Fournel.

Olivier Fillieule, Sophie Béroud, Camille Masclat, Isabelle Sommier (dir.), avec le Collectif Sombbrero², *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militantes et militants des années 1968 en France*, Arles, Actes Sud, 2018.

Collectif de la Grande Côte, *Lyon en luttes dans les années 68. Lieux et trajectoires de la contestation*, Lyon, PUL, 2018.

« Mixités et non-mixités dans les mouvements féministes des années 1968 », *CLIO. Femmes, genre, histoire*, 2017, n° 46, p. 217-244. (avec Alban Jacquemart)

« Le féminisme en héritage ? Enfants de militantes de la deuxième vague », *Politix*, 2015/1, n° 109, p. 45-68.

« Ethnographie du genre. Petit détour par les cuisines et suggestion d'accompagnement », *SociologieS*, mai 2015. (avec Martina Avanza et Olivier Fillieule)

« La quête des féministes. Techniques et enjeux de reconstruction d'un mouvement social », *Genèses*, 2014/2 n° 95, p. 120-135.

2. SOMBRERO pour SOciologie du Militantisme, Biographies, REseaux, Organisations est un programme de recherche financé par l'Agence Nationale de la Recherche et associant de nombreux laboratoires et chercheur.es sur les conséquences biographiques de l'engagement.

VIENT DE PARAÎTRE



HISTOIRE MONDIALE DES FÉMINISMES

Florence Rochefort¹

Paris, Que sais-je ?/Humensis, 2018, 128 p.

Depuis les révolutions de la fin du XVIII^e siècle se pose la question des droits, de la citoyenneté et de l'émancipation des femmes. Nés dans un contexte occidental, des féminismes se sont implantés peu à peu sur tous les continents pour libérer la parole et l'action de la moitié de l'humanité, selon des modalités spécifiques de luttes politiques, nationales et anticoloniales. Le point de vue global inédit de Florence Rochefort permet de saisir ces interactions transnationales et de retracer les grandes caractéristiques des modes de pensée et de mobilisation contre les inégalités entre les sexes, pour les droits et les libertés des femmes, mais aussi pour de nouvelles normes de genre.

1. Historienne, chargée de recherche au CNRS, Florence Rochefort est spécialiste de l'histoire des féminismes, des femmes et du genre. Elle codirige la revue *CLIO. Femmes, genre, histoire*. Elle a codirigé notamment *Qu'est ce que le genre ?* (Payot, 2014).

BULLETIN D'ADHÉSION ET DE DON

66 %
de réduction
fiscale

L'adhésion est calendaire, elle ne peut pas être anticipée d'une année sur l'autre. Cotisations et dons ouvrent droit à une réduction d'impôt égale à 66 % du montant versé. Un reçu fiscal vous sera envoyé.

ADHÉSIONS INDIVIDUELLES

- Plein tarif : 30 €
- Tarif réduit (étudiant-e, sans emploi) : 10 €
- Membre bienfaiteur : à partir de 90 €

ABONNEMENT INSTITUTIONS

- Bibliothèques, associations : 50 €

DONS

- Montant : €

Vous pouvez associer adhésion et don sur le même paiement. Exemple : adhésion de 30 € + don de 70 € = 100 €. Dépense réelle après déduction fiscale : 34 €.

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone : Email :

Chèque à l'ordre de **Association Archives du Féminisme**, à envoyer à la trésorière, Sandrine Lévêque (accompagné du bulletin d'adhésion et de don) à l'adresse suivante : **Sandrine Lévêque, 21 rue de Paradis 75010 Paris.**

Date : Signature :

 Paiement en ligne sécurisé : www.archivesdufeminisme.fr/lassociation/adherer

 Archives du
Féminisme
Association reconnue
d'intérêt général



* ARCHIVES DU FÉMINISME

association loi 1901
fondée le 24 juin 2000

www.archivesdufeminisme.fr
www.facebook.com/archives.feminisme
<http://twitter.com/Archivesfminism>

CONSEIL D'ADMINISTRATION

présidente * Christine Bard
présidente adjointe * Audrey Lasserre
trésorière * Sandrine Lévêque
trésorière adjointe * Claire Blandin
secrétaire * Alban Jacquemart
secrétaire adjointe * Marion Charpenel
France Chabod * Mireille Douspis * Nicole Fernandez Ferrer *
Hélène Fleckinger * Marine Gilis * Lucy Halliday * Annie Metz *
Anne-Marie Pavillard * Franck Veyron

COMITÉ INTERNATIONAL

Éliane Gubin (Belgique) * Helen Harden-Chenut, Karen Offen (États-Unis) *
Siân Reynolds (Grande-Bretagne) * Charles Sowerwine (Australie)

ISBN : 1765-3371

DIRECTRICE DE PUBLICATION

Christine Bard

COMITÉ DE RÉDACTION

Le Conseil d'administration

CONCEPTION GRAPHIQUE

Soledad Munoz Guet

IMPRIMEUR

BSMD – Paris

IMAGE DE COUVERTURE

Photographie de Félix Nicklès : *Ouvrière travaillant à la soudure autogène
des bombes (entre 1915 et 1918). Collection BMD*

